

SIGNATURE DE DEUX CONTRATS AVEC SAIPEM ET CHEC

La concrétisation du projet de phosphate intégré s'accélère

Dans le cadre de la concrétisation du Projet de Phosphate Intégré (PPI), Sonatrach et la société Algerian Fertilizer Company ont procédé, hier, à la signature de deux contrats clés d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) avec les groupes SAIPEM S.p.a. (Italie) et CHEC (Chine). P 3



CÉRÉALES

Les centres de collecte des récoltes ouverts jusqu'au 30 septembre

Les centres de collecte des céréales resteront ouverts jusqu'au 30 septembre prochain pour recevoir les récoltes de la campagne agricole 2025/2026, parallèlement au lancement des préparatifs de la campagne labours-semailles pour la saison 2026/2027, a-t-on appris auprès de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

P 2

RENTRÉE SOCIALE 2026-2027

Le gouvernement intensifie les préparatifs

À quelques semaines de la rentrée sociale 2026-2027, le gouvernement intensifie ses préparatifs. Ce dossier phare a été hier à l'ordre du jour d'une réunion de coordination avec les walis, présidée par le Premier ministre, Sifi Ghrieb. En effet, l'Exécutif veut assurer les conditions favorables à la reprise des activités scolaires, universitaires et économiques.

P 2

INVESTISSEMENT TOURISTIQUE

Vers la libération de nouvelles assiettes foncières

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé avant-hier une réunion de coordination consacrée à l'assainissement et à la valorisation du foncier touristique dans les wilayas de Jijel, Skikda et Oran, avec pour objectif de lever les contraintes qui entravent encore la mobilisation des terrains destinés aux projets touristiques et d'accélérer leur mise à la disposition des investisseurs. L'opération vise à libérer des assiettes foncières juridiquement et techniquement sécurisées au profit des investisseurs, tout en renforçant la protection des zones d'expansion touristique (ZET).

P 5

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Deux projets stratégiques pour
renforcer la souveraineté
sanitaire** P 2

HYDROCARBURES AU NIGER

**ENAFOR s'apprête à lancer un
forage historique à Kakra** P 3

PME

**Les garanties accordées par
la CGCI ont augmenté à 41
milliards Da en 2025** P 5

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Deux projets
stratégiques pour
renforcer la
souveraineté sanitaire

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Dr Wassim Kouidri, a présidé hier, au siège du Centre de recherche, de développement et d'innovation (CRDI) du groupe public Saidal, une réunion de travail consacrée au suivi de deux projets stratégiques portant sur la localisation de la production des peptides en Algérie et la création de l'Institut algérien de thérapie par cellules souches. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du suivi des projets visant à développer l'industrie pharmaceutique nationale et à renforcer la souveraineté sanitaire, a indiqué le ministère dans un communiqué.

La réunion a permis d'examiner l'état d'avancement des préparatifs liés aux deux projets ainsi que les différents aspects techniques et scientifiques qui leur sont associés.

Les discussions ont également porté sur les dernières étapes de préparation menées en coordination avec les partenaires étrangers, notamment en matière de transfert d'expertise et de technologie et de développement des compétences nationales spécialisées.

Dans ce cadre, un programme de formation spécialisée sera lancé dans les prochains mois au profit d'une sélection de jeunes chercheurs et ingénieurs en biotechnologie du groupe Saidal. Cette formation vise à leur permettre de maîtriser les technologies modernes liées à la production des peptides et à contribuer à la constitution d'un vivier national de compétences dans ce domaine. Le ministère souligne que ces projets revêtent une importance stratégique au regard du développement des biotechnologies et des thérapies avancées dans le secteur pharmaceutique, notamment pour la production de médicaments et de produits biologiques à forte valeur ajoutée. Ces initiatives devraient ainsi contribuer au renforcement des capacités de production nationales et au développement de la recherche scientifique, en appui aux objectifs de souveraineté sanitaire de l'Algérie.

R E.

RENTRÉE SOCIALE 2026-2027

Le gouvernement intensifie
les préparatifs

À quelques semaines de la rentrée sociale 2026-2027, le gouvernement intensifie ses préparatifs. Ce dossier phare a été hier à l'ordre du jour d'une réunion de coordination avec les walis, présidée par le Premier ministre, Sifi Ghrieb.

Par Zahir R.

En effet, l'Exécutif veut assurer les conditions favorables à la reprise des activités scolaires, universitaires et économiques. Ainsi, cette réunion a été consacrée à l'évaluation de la situation dans les différentes régions du pays, ainsi qu'aux mesures à prendre afin de réussir cette échéance. « Conformément aux orientations de Monsieur le président de la République concernant la bonne préparation de la prochaine rentrée sociale, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi 12 août 2026, une réunion en visioconférence avec Mesdames et Messieurs les walis, en présence de Monsieur le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de Monsieur le ministre de l'Éducation nationale et de Madame la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national », lit-on dans le communiqué des services du Premier ministre. Les responsables locaux ont ainsi présenté des exposés d'évaluation portant sur la situation générale dans leurs wilayas respectives. Les discussions ont notamment porté sur les préparatifs liés à la rentrée scolaire et universitaire, mais également sur l'approvisionnement du marché national en produits de large consommation. Parmi les principales priorités fixées par le Premier ministre figure la nécessité de garantir un approvisionnement régulier du marché national en quantités suffisantes

de produits de large consommation. Cette orientation vise à accompagner la rentrée sociale dans un contexte marqué par une hausse saisonnière de la demande et à prévenir toute perturbation susceptible d'affecter la disponibilité des produits ou l'évolution des prix.

Le gouvernement entend ainsi maintenir une surveillance étroite du marché et renforcer la coordination entre les différents acteurs afin de garantir la disponibilité des produits essentiels et leur commercialisation à des prix raisonnables. Cette démarche s'inscrit dans une logique d'anticipation, l'objectif étant d'éviter les tensions d'approvisionnement et de préserver la stabilité du marché à l'approche de la rentrée, période traditionnellement caractérisée par une augmentation de la demande sur le marché national.

Le volet éducatif constitue également un axe majeur des préparatifs. Le Premier ministre a insisté sur la nécessité de suivre de près l'état d'avancement des travaux de réalisation des structures pédagogiques et des infrastructures annexes devant être réceptionnées à l'occasion de la nouvelle année scolaire et universitaire.

Les walis ont été instruits de veiller personnellement à l'achèvement, dans les délais impartis, des opérations de réalisation et d'équipement des infrastructures programmées. Les opérations de réhabilitation et de maintenance des établissements existants devront également être menées à terme afin de garantir de bonnes condi-

tions d'accueil aux élèves et aux étudiants. Le dispositif ne se limite pas aux infrastructures. Le gouvernement accorde également une attention particulière au transport scolaire et universitaire, ainsi qu'à la disponibilité des manuels scolaires en temps opportun et en quantités suffisantes.

La question des fournitures scolaires figure, elle aussi, parmi les préoccupations exprimées lors de cette réunion. Les autorités sont appelées à veiller à leur disponibilité sur le marché national et à leur commercialisation à des prix raisonnables, afin de limiter la pression sur les familles à l'approche de la rentrée. La préparation de la rentrée comporte également un volet social et sanitaire consacré aux enfants aux besoins spécifiques. Le Premier ministre a ordonné une évaluation des besoins nécessaires à leur prise en charge scolaire et appelé au lancement d'une vaste campagne de dépistage précoce de l'autisme dans l'ensemble des établissements scolaires.

Cette opération doit permettre d'identifier les enfants nécessitant une prise en charge sanitaire et éducative particulière et de mieux adapter les dispositifs existants à leurs besoins. Dans ce cadre, les autorités sont appelées à œuvrer à l'ouverture de nouvelles classes spécialisées dans les différents cycles d'enseignement, renforçant ainsi les capacités du système éducatif à assurer une prise en charge adaptée de cette catégorie d'enfants.

CÉRÉALES

Les centres de collecte des récoltes ouverts jusqu'au 30 septembre

Les centres de collecte des céréales resteront ouverts jusqu'au 30 septembre prochain pour recevoir les récoltes de la campagne agricole 2025/2026, parallèlement au lancement des préparatifs de la campagne labours-semailles pour la saison 2026/2027, a-t-on appris auprès de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC).

Dans une déclaration à l'APS, le chargé de l'information auprès de l'Office, Mohamed Sadaoui, a précisé mardi, que le maintien de l'ouverture des centres de collecte jusqu'au 30 septembre 2026 permet aux agriculteurs conservant encore une partie de leur production au niveau de leurs ex-

ploitations, de la déposer auprès de l'Office. Dans ce cadre, le même responsable a rappelé à l'ensemble des agriculteurs bénéficiant d'une forme quelconque de soutien de l'Etat durant la saison agricole l'obligation de livrer la totalité de leur production à l'OAIC, conformément aux dispositions de la loi. Concernant la préparation de la campagne labours-semailles 2026/2027, M. Sadaoui a invité les agriculteurs souhaitant cultiver les céréales et les légumineuses à se rapprocher dans les plus brefs délais des Coopératives de céréales et de légumineuses secs (CCLS) et de leurs unions afin de déposer leurs demandes en semences et en intrants agricoles, per-

mettant ainsi d'organiser les opérations de distribution et de fixer au préalable les rendez-vous de livraison. Il a également exhorté les agriculteurs souhaitant bénéficier du crédit "Rafik" pour financer leurs besoins en semences et intrants agricoles à déposer leurs dossiers auprès des guichets uniques avant le 30 septembre 2026, afin d'accorder le temps nécessaire aux services de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) pour examiner les dossiers et y répondre. Le même responsable a souligné que la préparation de la campagne labours-semailles débute au niveau de l'Office dès le lancement de la campagne moisson-battage, étant donné

qu'une partie des récoltes réceptionnées est constituée de semences produites par les multiplicateurs de semences sous contrat avec l'OAIC. Il a ajouté que ces semences sont soumises, dès leur admission dans les magasins de stockage, à des opérations d'épuration, de criblage et de traitement, en prévision de leur mise à disposition avant le début de la nouvelle saison agricole. M. Sadaoui a affirmé que les quantités nécessaires de semences pour la prochaine campagne labours-semailles seront disponibles, quel que soit le volume de la demande, au niveau des différentes wilayas du pays.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SIGNATURE DE DEUX CONTRATS AVEC SAIPEM ET CHEC

La concrétisation du projet de phosphate intégré s’accélère

Dans le cadre de la concrétisation du Projet de Phosphate Intégré (PPI), Sonatrach et la société Algerian Fertilizer Company ont procédé, hier, à la signature de deux contrats clés d’ingénierie, d’approvisionnement et de construction (EPC) avec les groupes SAIPEM S.p.a. (Italie) et CHEC (Chine).

Par Selma R.

Le premier accord, confié à SAIPEM S.p.a., porte sur la réalisation des infrastructures industrielles de transformation et de production d’engrais sur les sites de Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa, et d’Oued El Keberit, dans la wilaya de Souk Ahras. Le second contrat, conclu avec la société CHEC, concerne la réalisation des installations portuaires au niveau du port d’Annaba. La cérémonie de signature, présidée par le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, au siège de la direction générale de Sonatrach, a réuni plusieurs membres du gouvernement ainsi que les représentants des partenaires italien et chinois. Cette étape traduit, selon le ministre, « un passage effectif à la phase de réalisation sur le terrain » de l’un des grands projets miniers et industriels structurants du pays. Le contrat conclu avec SAIPEM sera réalisé selon la formule EPC Fast Track, retenue afin de réduire les délais de réalisation et de respecter le calendrier fixé pour le projet. De son côté, le contrat signé avec CHEC porte sur les installations portuaires d’Annaba, qui doivent assurer le débouché logistique nécessaire à l’acheminement et à l’exportation des excédents d’engrais produits dans le cadre du PPI. La portée de ces deux accords réside dans leur complémentarité. Le PPI repose sur une chaîne industrielle intégrée allant de l’extraction et de l’enrichissement du phosphate à Bled El Hadba jusqu’à sa transformation chimique à Oued El Keberit, avant son acheminement vers les marchés national et international. Le projet prévoit ainsi un complexe d’extraction et d’enrichissement d’une capacité de 5,5 millions de tonnes de phosphate brut par an, avec une capacité globale de production de 3,2 millions de tonnes de phosphate concentré

annuellement. À Oued El Keberit, le complexe industriel regroupera plusieurs unités destinées à produire 2,4 millions de tonnes d’engrais phosphatés et 570.000 tonnes d’engrais azotés, sous forme d’urée, par an. La chaîne de transformation comprendra également la production de produits intermédiaires tels que l’acide sulfurique, l’acide phosphorique et l’ammoniac. Le dispositif sera complété par les infrastructures logistiques, notamment les installations portuaires d’Annaba et les infrastructures ferroviaires nécessaires au transport des matières premières et des produits finis. Mohamed Arkab a souligné que « cette intégration constitue un élément central du projet, qui associe les ressources du bassin phosphaté de l’Est aux capacités nationales dans le domaine du gaz naturel ». L’objectif est ainsi de mettre en place une chaîne industrielle complète permettant de produire des engrais et des produits chimiques à plus forte valeur ajoutée.

Cap sur 2027

Avec la signature de ces deux contrats, l’Algérie accélère désormais la concrétisation des différentes composantes du PPI. Le choix de la formule EPC Fast Track pour le contrat attribué à SAIPEM doit notamment contribuer à réduire les délais de réalisation et à respecter l’échéancier fixé. Selon Mohamed Arkab, cette démarche s’inscrit dans le cadre d’une « feuille de route ambitieuse » visant à permettre le démarrage de la production de phosphate enrichi dès le premier trimestre 2027, avant le lancement de la production d’engrais au quatrième trimestre de la même année. Cette échéance constitue l’un des principaux objectifs du projet. Elle doit permettre de répondre progressivement aux besoins du marché national en engrais, tout en préparant les volumes des-

tinés à l’exportation à travers les infrastructures portuaires d’Annaba. Le projet doit ainsi permettre à l’Algérie de passer de l’exploitation de la ressource minière à la production de produits industriels destinés aussi bien au marché national qu’aux marchés extérieurs. Cette orientation doit également contribuer à renforcer la sécurité alimentaire du pays, à travers une production nationale d’engrais phosphatés et azotés répondant aux besoins croissants du secteur agricole, tandis que les volumes excédentaires pourront être destinés à l’exportation. Le ministre a également mis en avant les retombées attendues sur les régions concernées, notamment à travers la création de milliers d’emplois directs et indirects et l’émergence d’un écosystème industriel associant les activités minières, chimiques, énergétiques, ferroviaires et portuaires. La signature des deux contrats associe ainsi deux partenaires internationaux à deux maillons essentiels du PPI. SAIPEM intervient sur les infrastructures industrielles de Bled El Hadba et d’Oued El Keberit, tandis que CHEC prend en charge les infrastructures portuaires d’Annaba.

PÉTROLE Le Brent à 88,69 dollars le baril

Les cours du pétrole étaient stables mercredi, préservant leur niveau de la veille, dans un contexte d’incertitudes liées aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, cédait 0,25% à 88,69 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, perdait 0,32% à 82,93 dollars.

HYDROCARBURES AU NIGER

ENAFOR s’apprête à lancer un forage historique à Kafra

Par S. R.

La coopération dans le secteur des hydrocarbures entre l’Algérie et le Niger s’intensifie avec le lancement prochain des travaux de forage du puits d’exploration « Kafra Sud-Est 1 », situé dans la région d’Agadez, au nord du Niger. Portée par l’Entreprise nationale de forage (ENAFOR), filiale du groupe Sonatrach, cette opération constitue une étape importante pour la présence industrielle algérienne dans cette région et vient renforcer les relations bilatérales dans le secteur énergétique. Situé à environ 85 kilomètres de la frontière sud de l’Algérie, le puits sera foré jusqu’à une profondeur de 3.900 mètres. L’ENAFOR a achevé les dernières opérations préparatoires au démarrage du forage, après avoir relevé d’importants défis liés notamment aux conditions climatiques, au relief et aux

contraintes logistiques. La mobilisation des moyens nécessaires a constitué l’un des principaux enjeux de cette opération. Les équipements de forage, l’atelier de travail ainsi que la base-vie ont été acheminés depuis Hassi Messaoud, à plus de 2.000 kilomètres du site, dans un délai record. Cette mobilisation a permis de préparer le lancement des travaux conformément au calendrier fixé. Selon Abdelaziz Mahfoud, responsable chargé du transport et de l’installation des équipements de forage à l’ENAFOR, les dernières retouches ont été finalisées en prévision du démarrage de l’opération. Il a également mis en avant l’expérience de l’entreprise dans la réalisation de projets similaires, notamment au Sultanat d’Oman, ainsi que son expertise dans la conduite d’opérations de forage dans des environnements complexes. L’intérêt accordé au puits « Kafra Sud-Est 1 » repose notamment sur les résultats des

études préliminaires, qui ont fait ressortir des « indicateurs positifs ». Ces données laissent entrevoir des perspectives encourageantes et devraient permettre de mieux évaluer le potentiel de la zone ainsi que les ressources en hydrocarbures qu’elle pourrait renfermer. Dans ce contexte, l’expertise d’ENAFOR s’appuie également sur les résultats des campagnes d’exploration menées précédemment dans la région. « L’expertise d’ENAFOR s’appuie sur les résultats positifs des campagnes de 2019 et 2020 pour valoriser le potentiel pétrolier du Niger », souligne l’expert en énergie Baghdad Mendouche, intervenant sur la radio Algérie International. L’opération s’inscrit dans une dynamique plus large de coopération entre Sonatrach et les autorités nigériennes. Le groupe algérien est déjà présent sur le champ de Kafra, où il a obtenu, selon le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, des résul-

tats « considérables et encourageants ». Le nouvel investissement dans l’exploration vise ainsi à approfondir l’évaluation du potentiel de la région et à mieux cerner les perspectives offertes par le bassin de Kafra. « Ce forage constitue une étape clé pour couvrir l’ensemble du bassin de Kafra, une zone à fort potentiel en hydrocarbures », estime Baghdad Mendouche. L’enjeu du projet ne se limite pas à l’exploration des ressources. L’ENAFOR prévoit également de mettre son expérience et son savoir-faire à la disposition des professionnels nigériens à travers le transfert de technologie et la formation des cadres et travailleurs du secteur des hydrocarbures. Ce volet constitue une composante importante du partenariat, puisqu’il vise à renforcer progressivement les capacités locales du Niger dans les métiers liés à l’exploration et au forage.

SOUS-TRAITANCE LOCALE Sonelgaz étoffe sa chaîne de production nationale

Le Groupe Sonelgaz poursuit sa stratégie de renforcement de l’intégration industrielle nationale à travers le développement de la sous-traitance locale et la localisation de la fabrication des équipements électriques et gaziers. Une nouvelle étape vient d’être franchie avec la signature de deux contrats destinés à renforcer les capacités de production nationales. Les négociations engagées entre les différentes parties ont été finalisées au siège de la Direction générale de la Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), donnant lieu à la conclusion de deux contrats portant sur la fourniture de structures métalliques, d’armoires et de compteurs électriques. Dans le détail, les structures métalliques seront fabriquées au niveau de l’unité de Rouiba, tandis que les armoires électriques seront produites dans l’unité d’Oran et les compteurs électriques au niveau de l’unité d’El Eulma. Cette répartition traduit la volonté de mobiliser les capacités industrielles existantes au sein du groupe et de consolider les relations de sous-traitance entre les différentes entités nationales. Les équipements concernés seront destinés à la société General Electric Algeria Turbines (GEAT), dans le cadre d’un projet de fabrication et de fourniture d’équipements destinés au développement du réseau de transport d’électricité de Sonelgaz-Transport de l’Électricité et à la gestion du système électrique national. Outre la signature des contrats, cette opération revêt une dimension industrielle importante. Elle vise notamment à accroître le taux d’intégration nationale, à réduire le recours aux importations et à rationaliser les dépenses en devises. Elle s’inscrit ainsi dans les orientations du ministère de l’Énergie et des Énergies renouvelables et du Groupe Sonelgaz visant à mettre en place un réseau de sous-traitance local capable de répondre progressivement aux besoins du secteur. La concrétisation de cette opération intervient également après l’achèvement des opérations d’audit et de vérification menées par la SAIEG en collaboration avec GEAT. Ces contrôles avaient pour objectif de s’assurer de la conformité des produits nationaux aux normes et spécifications internationales en vigueur, une condition essentielle pour leur intégration dans des projets industriels de grande envergure. Cette opération constitue ainsi une nouvelle étape dans le renforcement de l’intégration industrielle entre les différentes sociétés du Groupe Sonelgaz, ainsi que dans le soutien et le développement du réseau de sous-traitance local. Elle contribue également à consolider une base industrielle nationale capable de répondre aux besoins du secteur de l’électricité et du gaz, participant ainsi à la réalisation des objectifs de développement industriel national et au renforcement de la souveraineté industrielle de l’Algérie.

Par Z R.

RENTRÉE UNIVERSITAIRE
Le ministre préside une
réunion de coordination

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a présidé, mardi à Alger, une réunion de coordination consacrée à l'état de préparation des établissements des œuvres universitaires en prévision de la prochaine rentrée universitaire, a indiqué un communiqué du ministère. La réunion s'est déroulée en présence de cadres du ministère, du chargé de la gestion de la Direction générale de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), ainsi que des directeurs des œuvres universitaires de la ville universitaire d'Alger et du responsable de la numérisation au niveau de l'Office, selon la même source.

R E.

VENTE DE PNEUS
Naftal met en garde
contre de fausses
plateformes
électroniques

La société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a mis en garde ses clients, mardi dans un communiqué, contre des plateformes et des pages électroniques non officielles qui usurpent son identité et utilisent son nom et son logo sans autorisation prétendant recevoir les commandes de pneus de la marque "Continental" au nom de l'entreprise. Naftal précise, dans son communiqué, que "e-mahata.naftal.dz" est l'unique plateforme officielle agréée par l'entreprise, rappelant que le paiement ne s'effectue pas à l'avance via un compte ou par virement, mais se fait exclusivement par carte Edahabia ou par carte bancaire (CIB) lors de la récupération des pneus au niveau de ces centres. A cet égard, la société nationale appelle les citoyens à ne pas interagir avec des liens ou des pages de source inconnue, à s'assurer de l'authenticité des informations uniquement via ses canaux officiels et à signaler toute page ou plateforme douteuse usurpant son nom, via l'email de la page officielle de l'entreprise ou en contactant le centre d'appels au 3305. Naftal indique, par ailleurs, qu'elle "se réserve le droit de prendre toutes les mesures juridiques nécessaires contre les parties qui exploitent son nom et sa marque à des fins frauduleuses".

APS

OIT
Le chômage des jeunes repart à la hausse
dans le monde

Le chômage des jeunes a progressé dans plusieurs régions du monde en 2025, tandis que l'accès à des emplois décents et stables devient de plus en plus difficile pour des millions de jeunes, a indiqué mardi soir un nouveau rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT). D'après le rapport intitulé "Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2026 : retours vers le futur", le taux de chômage mondial des jeunes âgés de 15 à 24 ans a atteint 12,4 % en 2025, représentant environ 67 millions de jeunes sans emploi. La proportion de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation a également légèrement augmenté pour atteindre 20 %, soit plus de 257 millions de personnes. "Une génération qui ne parvient pas à accéder à un travail décent ne peut pas

construire son avenir avec confiance", a déclaré le Directeur général de l'OIT, Gilbert F. Houngbo, soulignant que l'exclusion des jeunes des emplois de qualité entraîne des pertes en termes de talents, de productivité et de cohésion sociale. "Créer des emplois décents pour les jeunes n'est pas seulement un impératif social, c'est aussi l'un des investissements les plus judicieux qu'un pays puisse faire", a-t-il ajouté. Entre 2023 et 2025, le chômage des jeunes a progressé dans huit des onze sous-régions du monde, avec certaines des hausses les plus importantes enregistrées dans les économies à revenu élevé. En Amérique du Nord, le taux de chômage des jeunes est passé de 8,3 % en 2023 à 9,8 % en 2025. En Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, il est demeuré élevé, atteignant 15 % en 2025. Vingt des

29 pays de cette sous-région ont enregistré une dégradation des perspectives d'emploi pour les jeunes. L'OIT relève notamment le recul de nombreux emplois de qualification intermédiaire qui constituaient traditionnellement une première porte d'entrée dans la vie professionnelle. Les emplois de bureau et administratifs, certains métiers des services et de la vente, ainsi que plusieurs emplois manufacturiers et professions techniques sont notamment concernés. Face à cette situation, l'agence onusienne appelle à renforcer les investissements dans l'éducation, la formation professionnelle, l'apprentissage tout au long de la vie et les services publics de l'emploi, afin de permettre aux jeunes de mieux s'adapter aux mutations du marché du travail.

R E.

OMM
Le monde enregistre le deuxième mois de juillet
le plus chaud jamais connu

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a déclaré que le mois dernier était le deuxième mois de juillet le plus chaud jamais enregistré dans le monde, selon le service Copernicus sur le changement climatique. Les températures moyennes de l'air en surface étaient supérieures de 1,47 C à la valeur de référence préindustrielle estimée, et les températures de la surface de la mer étaient les plus élevées jamais enregistrées pour le mois de juillet, a indiqué mardi l'agence des Nations unies. La chaleur persiste en août. Bien que ce mois marque le pic de la saison des vacances en Europe et dans d'autres régions de l'hémisphère nord, certains travailleurs ne bénéficient d'aucun répit, selon Clare Nullis, porte-parole de l'OMM. "De nombreux services météorologiques et hydrologiques nationaux, des équipes de gestion des urgences et d'intervention ainsi que des professionnels de la santé travaillent sans relâche en raison des conditions météorologiques extrêmes que nous observons", a-t-elle déclaré aux journalistes à Genève. "Et il ne s'agit pas seulement de fortes chaleurs. Nous subissons également des pluies torrentielles et des cyclones tropicaux", a-t-elle ajouté. L'Europe occidentale a connu sa période juin-juillet la plus chaude jamais enregistrée et certains pays, dont la Suisse et la France, sont maintenant confrontés à leur quatrième vague de chaleur de l'été. La chaleur ne se limite pas à l'Europe, puisque le Japon et la République de Corée ont enregistré des températures exception-

nelles et record la semaine dernière, tout comme d'autres régions d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine. John Kennedy, responsable de l'information climatique à l'OMM, a déclaré que la faiblesse des précipitations et la chaleur avaient contribué à "la sécheresse, à la baisse du niveau des cours d'eau et à l'augmentation du risque d'incendies de forêt", notamment à la faiblesse des débits des principaux fleuves européens tels que la Seine, le Rhin et le Danube.

L'activité des feux de forêt s'est également intensifiée. Mme Nullis a indiqué que "le mois dernier a été marqué par une activité exceptionnelle des feux de forêt en Europe occidentale", tant en termes de superficie brûlée que d'émissions. En Amérique du Nord, des incendies font rage dans certaines régions de l'ouest des Etats-Unis, tandis que le Canada comptait 591 incendies actifs lundi, dont 43 classés comme hors de contrôle.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 11 أوت 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 11 Août 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	96	107	84	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	71	84	57	الطماطم	
	Oignon sec	83	92	74	البصل الجاف	
	Ail sec	694	790	598	الثوم الجاف	
	Carotte	101	115	88	الجزر	
	Navet	178	199	158	اللفت	
	Poivron	142	157	127	الفلفل الاخضر	
	Piment	144	161	127	الفلفل الحار	
	Courgette	84	96	71	الكوسة	
	Haricot vert	228	253	203	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	133	148	117	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	482	614	350	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	495	615	376	التمر	
	Banane	697	734	660	الموز	
	Melon	86	99	74	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	65	75	55	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2074	2226	1922	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	473	488	459	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	319,00	NC	0,00	-4,98	-13,96	6,80	8,15	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,36	0,36	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,35	-0,19	7,56	7,64	19000	26 600 000,00
BIOPHARM	BIO	2 512,00	NC	0,00	0,02	1,03	6,68	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 050,00	2049,00	-0,05	-5,13	-7,47	8,49	8,54	1534	3 143 166,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,43	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	411,00	NC	0,00	-5,19	-1,60	1,14	8,52	0	0,00

INVESTISSEMENT TOURISTIQUE

Vers la libération de nouvelles assiettes foncières

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé avant-hier une réunion de coordination consacrée à l'assainissement et à la valorisation du foncier touristique dans les wilayas de Jijel, Skikda et Oran, avec pour objectif de lever les contraintes qui entravent encore la mobilisation des terrains destinés aux projets touristiques et d'accélérer leur mise à la disposition des investisseurs. L'opération vise à libérer des assiettes foncières juridiquement et techniquement sécurisées au profit des investisseurs, tout en renforçant la protection des zones d'expansion touristique (ZET)

Par Réda Hadi

Tenue au siège du ministère, cette rencontre a réuni notamment un représentant du wali de Jijel, le directeur général de l'Agence nationale du foncier touristique (ANFT), ainsi que les directeurs du tourisme et de l'artisanat des wilayas concernées. Les travaux ont porté essentiellement sur le suivi du dossier relatif à l'assainissement du foncier touristique, son aménagement et les conditions de sa mobilisation au service de l'investissement. Au cours de la réunion, Mme Meddahi a souligné que l'opération d'assainissement devait permettre de mobiliser les Zones d'expansion touristique (ZET) aménagées et exemptes de contraintes, en veillant à ce qu'elles comprennent exclusivement les propriétés privées de l'Etat pouvant être affectées à des projets touristiques. La ministre a également insisté sur la nécessité de régulariser la situation des projets publics et privés déjà réalisés à l'intérieur des ZET. Cette opération doit permettre de disposer d'une cartographie foncière plus précise et de déterminer clairement la vocation et le statut des différentes assiettes. Dans ce cadre, des rapports détaillés et documentés devront être élaborés concernant les zones ayant perdu leur vocation touristique en raison de l'extension urbaine, de la réalisation de projets ou encore de l'affectation de certaines superficies à des usages agricoles ou fo-

restiers. Le ministère entend ainsi s'appuyer sur des données actualisées, en croisant les Plans d'aménagement touristique (PAT), les plans cadastraux et les documents techniques disponibles. Ces informations devront être régulièrement confrontées à la réalité du terrain à travers des opérations de constat et de contrôle. La finalisation des Plans d'aménagement touristique constitue également une priorité. La ministre a appelé les services concernés à respecter les délais impartis afin de disposer d'outils permettant une meilleure organisation et une utilisation rationnelle du foncier destiné au tourisme. L'objectif consiste à parvenir à un portefeuille foncier exempt de contraintes, susceptible d'être proposé aux investisseurs dans des conditions plus claires. Une telle démarche devrait contribuer à accélérer la réalisation des projets, mais également à renforcer leur impact économique et social à travers la création d'emplois directs et indirects et la dynamisation des activités connexes. La mise à disposition d'assiettes foncières viabilisées et juridiquement sécurisées doit, en outre, permettre de diversifier l'offre touristique. Il s'agit notamment de favoriser le développement de nouvelles structures d'hébergement, d'équipements de loisirs et de services, en complément des infrastructures existantes. L'assainissement du foncier touristique ne se limite toutefois pas à la régularisa-

tion des situations existantes. Il doit également s'accompagner d'une politique permanente de protection des terrains à vocation touristique. Dans ce sens, Mme Meddahi a ordonné l'activation d'un suivi périodique sur le terrain et le renforcement des opérations de contrôle. Tout dépassement ou changement non conforme à la vocation des zones devra être signalé aux services compétents afin d'empêcher la dégradation progressive du patrimoine foncier touristique. L'accélération du bornage des Zones d'expansion touristique figure également parmi les priorités fixées par la ministre. Cette opération doit permettre de matérialiser clairement les limites des ZET et de renforcer leur protection contre les occupations ou affectations incompatibles avec leur vocation. La coordination entre les différents intervenants constitue, à ce titre, un élément déterminant. Les directions du tourisme, les services des Domaines, la Conservation foncière et les autorités locales sont appelés à travailler de manière concertée afin de régler les dossiers en suspens et de lever les contraintes identifiées. Un bilan périodique, appuyé par des données chiffrées, devra par ailleurs permettre d'évaluer l'état d'avancement des opérations, d'identifier les blocages persistants et d'assurer un meilleur suivi des engagements pris.

SANTÉ

Le ministre reçoit l'ambassadeur de la République du Kenya

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a reçu l'ambassadeur de la République du Kenya auprès de l'Algérie, M. Kaluma Timothy Mcharo, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer et d'élargir la coopération bilatérale dans le domaine de la santé, indique mercredi un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue mardi au siège du ministère, en présence de cadres de l'administration centrale, le ministre a présenté un exposé sur le système de santé en Algérie, ainsi que les principes sur lesquels il repose, notamment la gratuité des soins, la promotion et le renforcement de la prévention, étant un "pilier essentiel" du système de santé, outre le développement de la santé de proximité et le rapprochement des services de santé du citoyen, précise le communiqué. M. Ait Messaoudene a également évoqué le rôle de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) dans l'approvisionnement en médicaments et en dispositifs médicaux des différentes structures de santé, ainsi que le rôle de l'Institut Pasteur d'Algérie, en tant qu'"institution de référence au niveau africain", ajoute la même source. Les entretiens ont aussi porté sur les domaines de la médecine nucléaire, l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le domaine médical, la numérisation des services de santé, ainsi que le système de contractualisation et les mécanismes d'amélioration des performances du système de santé, selon la même source. Dans ce cadre, l'ambassadeur de la République du Kenya a fait part de "l'intérêt de son pays à renforcer la coopération avec l'Algérie, notamment dans le domaine de l'oncologie, et à tirer profit de l'expertise et de l'expérience algériennes dans ce domaine". Les deux parties sont convenues d'organiser une réunion en visioconférence, avec la participation des services compétents des deux pays, afin d'élaborer un programme de travail commun et de définir les domaines prioritaires de coopération, en vue de contribuer à la "concrétisation de projets pratiques et concrets au bénéfice des systèmes de santé des deux pays", conclut le communiqué.

APS

PME

Les garanties accordées par la CGCI ont augmenté à 41 milliards Da en 2025

Les garanties accordées par la Caisse de garantie des crédits d'investissements pour les PME (CGCI-PME) ont nettement augmenté durant l'année 2025, atteignant 41 milliards de Da (mds DA) contre 35 mds Da au cours de l'exercice précédent, a-t-on appris auprès de cet organisme d'accompagnement. Au cours de l'exercice 2025, la CGCI-PME a garanti 671 opérations de crédits d'investissement, contre 561 opérations en 2024, soit une hausse de 20% en nombre de dossiers et de 15% en valeur, précise un bilan transmis à l'APS. Depuis sa création en 2006 et jusqu'au 31 décembre 2025, la Caisse a accompagné plus de 6.000 projets d'investissement, pour un montant cumulé de plus de 279 mds Da de crédits garantis, réaffirmant ainsi son rôle d'"acteur majeur" dans l'accompagnement des petites et moyennes entreprises, lit-on

dans le document. Le même bilan indique que la répartition des crédits garantis par secteur d'activité en 2025 fait ressortir une prédominance du secteur industriel, qui représente 41% des montants garantis, suivi du BTPH avec 22%, des services avec 13% et du transport avec 12%. La santé représente 10% des montants garantis, tandis que le tourisme totalise 2%, puis les professions libérales. Si la garantie des crédits destinés à la création d'entreprises constitue la vocation première de la CGCI, les projets de développement et d'extension d'entreprise continuent de dominer son activité de garantie. Ils représentent 73% des dossiers de PME et 52% des dossiers relevant de la garantie déléguée pour les très petites entreprises (TPE). Cette répartition traduit la volonté des

entreprises d'investir dans leur croissance, de renforcer leur compétitivité et de contribuer à la création de richesse, tout en confirmant la capacité de la CGCI à accompagner les entreprises tout au long de leur cycle de vie, de la création au développement, souligne la Caisse. Au titre de l'exercice précédent, l'organisme a accordé 2,1 mds Da d'indemnisations, correspondant à un taux de sinistralité de 19% en nombre et 13% en valeur. Le montant cumulé des décaissements depuis la création de la Caisse atteint désormais 10,7 mds DA. Parallèlement, les actions de sensibilisation menées auprès des banques partenaires ont permis d'améliorer les performances de recouvrement. Les montants récupérés en 2025 ont atteint 523 millions Da, contre 154 millions Da en 2024, soit une progression remarquable de 240%.

Le directeur général de la CGCI-PME, Samir Medjkane, a souligné que ces résultats confirment l'engagement de l'organisme "à accompagner les établissements financiers, à faciliter l'accès des PME au crédit bancaire et à soutenir durablement la dynamique d'investissement créatrice de richesse et d'emplois en Algérie". La Caisse, sous tutelle du ministère des Finances, assimilée à une garantie d'Etat, est spécialisée dans la garantie des crédits d'investissement accordés par les banques aux PME. Acteur du dispositif national d'accompagnement des PME, elle contribue à renforcer l'accès au financement, à partager le risque bancaire et à favoriser la réalisation de projets créateurs de valeur pour l'économie nationale.

APS

MASCARA

Une hausse de la production des fruits d’été attendue

La wilaya de Mascara devra enregistrer une hausse de la production des fruits d’été au titre de la campagne agricole en cours 2025-2026, avec une production prévisionnelle de plus de 397.700 quintaux, contre plus de 370.000 quintaux durant la campagne précédente, à-on informé, mardi, auprès de la direction des Services agricoles (DSA). Cette hausse prévisionnelle de la production s'explique par l'augmentation des superficies cultivées entrées en production au cours de cette campagne agricole, ainsi que par l'augmentation des volumes d'eau destinés à l'irrigation, grâce notamment à l'augmentation du nombre de puits souterrains dans la région, a fait savoir la même source, estimant la superficie totale en production consacrée aux fruits d'été à plus de 6.300 hectares. Les prévisions des lotissements agricoles déléguées indiquant que le rendement moyen des fruits d'été durant cette campagne devront se situer entre 55 et 77 quintaux à l'hectare, selon la DSA. Les variétés de fruits dont la production est attendue au cours de cette campagne sont notamment la pêche, la nectarine, l'aubépine, la grenade, la poire, l'abricot, la cerise, la figue de Barbarie, la pomme et le raisin. Par ailleurs, à la prochaine campagne agricole, la DSA projette de mettre en œuvre, en coordination avec la Chambre d'agriculture de la wilaya, un programme de vulgarisation agricole visant à promouvoir la filière de l'arboriculture fruitière. Ce programme comprendra des sorties de terrain de sensibilisation au profit des agriculteurs engagés dans cette filière, ainsi que l'organisation de rencontres de formation consacrées aux techniques modernes utilisées dans cette activité. Ces formations seront encadrées par des spécialistes pertinents d'instituts techniques spécialisés placés sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche maritime, selon la même source. A noter que l'arboriculture fruitière est pratiquée dans plusieurs régions de la wilaya, notamment Tizi, Mascara, Matemore, Tighenniif, Hachem, Oued El-Abtal, El-Bordj, Ghriiss, Aouf, Bouhanifia, Oued Taria, Mohamadia, Bouhenni, Sig, El-Ghomri et Zahana. La superficie totale consacrée à l'arboriculture fruitière dans la wilaya dépasse les 7.000 hectares.

APS

UNIVERSITÉ DE CHLEF

Des chercheurs mettent au point un système innovant pour sécuriser les communications en cas de crises et de catastrophes

La technologie innovante "LoRa" incarne un modèle pionnier qui témoigne de la contribution de la sphère universitaire et de la recherche scientifique au service de la société, en apportant des solutions pratiques dans divers domaines essentiels.

Un groupe de professeurs et de chercheurs de l'université "Hassiba Benbouali" de la wilaya de Chlef a réussi à mettre au point un système moderne de gestion des communications, en cas de défaillance des réseaux de communication traditionnels lors de crises et de catastrophes naturelles. Ce système, basé sur la technologie innovante "LoRa", permet de coordonner les opérations de sauvetage et l'échange d'informations entre les acteurs impliqués dans les interventions et la gestion des crises. Ce système permet d'envoyer et de recevoir des SMS et des mini-images via des appareils "LoRa" au sein d'un réseau sans fil autonome fonctionnant sur la bande 800-900 MHz, sans infrastructure de télécommunications. Lors des essais menés par les chercheurs, la portée d'émission a atteint 8 km en milieu rural et 1 km en milieu urbain, avec la possibilité de l'étendre en fonction de la qualité des appareils utilisés. Dans ce contexte, le recteur de l'université "Hassiba Benbouali", le professeur Larbi Ghouini, a souligné, dans une déclaration à l'APS, que ces recherches reflètent "les recommandations de la nouvelle vision de l'université algérienne, qui s'inscrit dans la stratégie des hautes autorités du pays visant à faire de l'université le moteur du développement global et un axe essentiel pour l'élaboration de solutions souveraines et défensives". Le professeur Ghouini a ajouté que ce projet constitue "un exemple réussi de transformation des connaissances universitaires en produits innovants ayant un impact concret sur le terrain, contribuant ainsi au "renforcement de la préparation des institutions de l'Etat à faire face aux différentes crises et catastrophes", notamment parce qu'il permet aux collectivités locales et aux différentes instances de s'en servir pour la gestion des catastrophes et des crises. De son côté, le doyen de la Faculté des sciences exactes et de l'informatique, le professeur Mounir Taher Abbas, a souligné l'importance de ce système, basé sur la technologie de pointe en matière de communication, à savoir la technologie "LoRa", dont l'intérêt réside dans sa disponibilité pour une utilisation et une mise en place avant les catastrophes dans le cadre des plans de secours locaux ou pendant les catastrophes et les crises, notamment dans les zones accidentées et isolées qui ne peuvent être couvertes par les camions de diffusion et de transmission prévus à cet effet. Le même intervenant a souligné que ce système repose sur la mise en place de réseaux sans fil auto-organisés, qui fonctionnent sans infrastructure fixe, tout en améliorant les perfor-

mances des réseaux de communication à longue portée. Il intègre des protocoles de cryptage avancés pour garantir la sécurité et la confidentialité des données, ainsi que la possibilité de le relier aux systèmes de communication de la Protection civile et aux opérateurs de téléphonie mobile.

Un réseau de transmission efficace et sécurisé

A cet égard, M. Benali Mohamed, membre du laboratoire de recherche scientifique spécialisé dans l'informatique et ses applications à l'université de Chlef, a indiqué que ce système permet, en cas de séisme dans la région, de panne des réseaux de téléphonie mobile et de télécommunications, ainsi que de coupure d'électricité, de mettre en place des réseaux de communication provisoires dans les zones sinistrées, de suivre les équipes de secours et les équipements de terrain pendant les opérations d'intervention, ainsi que de surveiller la sécurité des infrastructures et d'évaluer les dommages structurels subis par les bâtiments et les ponts. De plus, ce système de communication, la wilaya de Chlef étant située dans une zone sismique à forte activité, permet de détecter les répliques sismiques et de contribuer à assurer le flux d'informations de télédétection, de manière périodique via les passerelles "LoRa One", puis vers les centres de surveillance et de contrôle. Cela permet d'analyser les indicateurs et de prendre les mesures appropriées en temps opportun, selon la même source. De son côté, le professeur-chercheur à la Faculté des sciences exactes et de l'informatique, Abdelwahab Nouar, a précisé que les tests de transmission de données et d'images via ce système numérique ont été menés avec succès et une grande efficacité, tant en mouvement qu'à l'arrêt, et selon un parcours sécurisé reposant sur un système de cryptage conforme au protocole AES-128/256 bits, afin d'éviter toute fuite de données en cas de cyberattaques sur le réseau. Malgré la petite taille des processeurs et de la mémoire des appareils "LoRa" composant ce système, étant donné que le réseau fonctionne en mode basse consommation "LPWA", les chercheurs ont relevé le défi de transmettre des images médicales dans un scénario simulant un tremblement de terre, où un secouriste tente d'envoyer l'image d'une victime souffrant d'une fracture de la main afin de diagnostiquer son état et de permettre aux équipes d'intervention de se préparer à l'évacuer et à l'opérer d'urgence au centre médical. En effet, ce même chercheur a réussi à envoyer cette photo ainsi que d'autres, après les avoir

redimensionnées à l'aide d'une application installée sur un téléphone portable, qui a été connecté à un appareil "LoRa", et ce, dans la zone urbaine située entre les quartiers de Bensouna et El-Houria, à une distance de 996 mètres, ainsi que dans la zone rurale du douar Ouled El-Haj Kaddour, dans la commune d'Ouled Fares, au nord de Chlef, sur une portée dépassant les 1 300 mètres.

Un coup de pouce à la transition numérique et un projet durable

Les chercheurs ont souligné que l'adoption de ce système intelligent, qui peut également être utilisé dans le domaine de l'agriculture pour surveiller l'humidité des sols et des cultures ainsi que les données climatiques, dans le domaine de la gestion intelligente de l'eau et de l'énergie, ainsi que dans les systèmes d'alerte précoce pour faire face aux risques naturels tels que les incendies et les inondations dans les zones montagneuses et isolées, constitue une avancée majeure pour l'appropriation des technologies modernes et le renforcement de la transition numérique que connaît le pays. Selon le professeur Benali Mohamed, ce système numérique contribue également au développement de l'intégration des applications de l'Internet des objets (IoT) aux systèmes intelligents de gestion des urgences et permet de surmonter les défis posés par les réseaux sans fil traditionnels, notamment en ce qui concerne la couverture géographique, les coûts énergétiques et les frais de maintenance. En ce qui concerne la faisabilité économique du projet et sa mise en œuvre concrète, ce système de communication moderne se distingue par son faible coût. Ainsi, le coût de la couverture de toutes les zones isolées de la wilaya de Chlef varie entre 10.000 et 12.000 dollars américains seulement. De plus, il s'agit d'une solution pratique et durable pour couvrir ces zones avant, pendant et après les catastrophes naturelles, et ce sur le long terme, sans nécessiter d'entretien des émetteurs, selon le professeur Mounir Taher Abbas. Ce système, qui repose sur des appareils "LoRa" économes en énergie (fonctionnant avec des piles de 1,5 volt dont la durée de vie peut atteindre dix ans), est considéré comme respectueux de l'environnement, car la réduction de la consommation d'énergie contribue à diminuer les émissions de gaz provenant des processeurs numériques des appareils et garantit un fonctionnement propre du réseau qui ne nuit pas à l'écosystème de la région, selon le même intervenant.

APS

MOSTAGANEM

Création de la première coopérative des céréales et des légumes secs

La première coopérative des céréales et des légumes secs a été créée dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué, mardi, un communiqué de la cellule d'information et de communication des services du wali. L'annonce de la création de cette nouvelle structure agricole intervient à l'issue d'une réunion tenue lundi par le wali

de Mostaganem, Ahmed Boudouh, avec les responsables de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), ainsi que ceux des coopératives des céréales et des légumes secs de Relizane et d'Oued R'hiou. Cette décision vient couronner deux années d'efforts et de démarches visant à lever les obstacles auxquels étaient confrontés les produc-

teurs de céréales de la wilaya, notamment en matière d'accès aux services des coopératives et de prise en charge des grandes cultures. Auparavant, les producteurs de céréales de Mostaganem étaient rattachés aux coopératives des céréales et légumes secs de Relizane et d'Oued R'hiou, par l'intermédiaire de leurs annexes situées à Mesra, pour la

partie Ouest de la wilaya, et à Sidi Ali, pour la partie Est, précise le communiqué. Le wali a indiqué que l'activité de cette nouvelle coopérative a d'ores et déjà commencé, dans l'attente de l'achèvement de l'aménagement de son siège administratif et du début de son fonctionnement, «à compter du 1er janvier prochain », dans ses nouveaux lo-

Le siècle du «rêve chinois»

Après le « siècle de l'humiliation » puis les erreurs de Mao Zedong, la Chine a finit par rattraper son retard de développement sur l'Occident à une vitesse incroyablement rapide. Après l'urbanisation de masse, la maîtrise de toutes les filières industrielles et la fin de l'extrême pauvreté, l'Empire du milieu entend désormais être une « civilisation écologique » et a réalisé de vrais progrès en ce sens.

3^e partie

Par Fabian Scheidler (*)

Alors qu'il y a vingt ans, les villes les plus polluées du monde se trouvaient en Chine, l'air à Pékin et dans d'autres grandes villes est désormais largement pur.

Dans les villes également, la végétalisation bénéficie d'une priorité politique élevée. Les larges boulevards à dix, douze, voire seize voies, caractéristiques des villes chinoises modernes, sont bordés presque partout de plusieurs rangées d'arbres, ce qui améliore non seulement considérablement le climat urbain, mais aussi l'esthétique de ces villes. Dans l'urbanisme, de grands parcs publics sont généralement intégrés en tant que corridors verts. Les espaces verts font également l'objet d'un entretien coûteux. À Pékin et dans d'autres villes, des camions-citernes sillonnent les rues la nuit pour arroser chaque arbre.

Alors qu'il y a vingt ans, les villes les plus polluées du monde se trouvaient en Chine, l'air à Pékin et dans d'autres grandes villes est désormais largement pur. La loi sur la prévention et le contrôle de la pollution atmosphérique a instauré des limites strictes pour l'industrie et les centrales électriques. Les voitures électriques dominent les routes, facilement reconnaissables à leurs plaques d'immatriculation vertes. Quant aux deux-roues motorisés, seuls les trottinettes électriques sont autorisées. Cela permet non seulement d'assainir l'air, mais aussi de rendre les villes nettement plus calmes. Tant le gouvernement central que les autorités locales encouragent très efficacement une transition rapide vers la mobilité électrique. À Shanghai, ville de 25 millions d'habitants souffrant d'embouteillages chroniques, par exemple, il faut attendre des années pour immatriculer un véhicule à moteur thermique et payer environ 10 000 €, alors que l'immatriculation d'une voiture électrique est possible immédiatement et sans frais supplémentaires. En Chine, l'électricité est non seulement nettement moins chère que l'essence – un kilowattheure y coûte par exemple trois fois moins qu'en Allemagne –, mais elle provient aussi de plus en plus de sources d'énergie renouvelables. Bien que la Chine continue de construire de nouvelles centrales à charbon, elle édifie simultanément de vastes parcs solaires et éoliens, en particulier dans les immenses étendues de l'ouest chinois, peu peuplées, où le soleil et le vent ne manquent pas. Comme les secteurs de l'énergie et de la banque sont encore majoritairement détenus par l'État, le financement et la mise en œuvre peuvent être orientés et accélérés par la voie politique. Cela vaut également pour les



projets locaux tels que l'installation de panneaux solaires sur les toits. Alors qu'en Europe et aux États-Unis, les tarifs de rachat et les directives changent à chaque changement de gouvernement – ce qui fait peser des risques considérables sur les propriétaires –, en Chine, c'est l'État qui assume tous les risques. Lorsque les installations solaires s'avèrent pertinentes pour une localité, le gouvernement finance leur construction ; les utilisateurs ne paient rien, ils doivent simplement réinjecter une partie de l'électricité produite dans le réseau. Il n'y a donc pratiquement aucune raison de s'opposer à ce changement. C'est pourquoi on n'observe aucune « guerre culturelle » autour de l'énergie, comme c'est le cas en Europe ou aux États-Unis. Dans l'ensemble, la Chine a doublé ses investissements dans les énergies renouvelables depuis 2015, pour atteindre 625 milliards de dollars américains par an. C'est trois fois plus que ce que l'ensemble des États membres de l'UE investit dans ce secteur. L'objectif : une économie largement électrifiée et reposant sur l'énergie solaire d'ici 2060. Le gouvernement chinois ne se préoccupe pas uniquement d'objectifs environnementaux, mais aussi de réduire rapidement sa dépendance au pétrole et au gaz. La guerre en Iran et la fermeture du détroit d'Ormuz ont une nouvelle fois démontré à quel point cette dépendance est dangereuse. Lorsque les installations solaires sont pertinentes, le gouvernement finance leur construction ; les utilisateurs ne paient rien, ils doivent simplement réinjecter une partie de l'électricité produite dans le réseau. C'est pourquoi on n'observe aucune « guerre culturelle » autour de l'énergie, comme c'est le cas en Europe ou aux États-Unis. Aujourd'hui, la Chine est capable de

produire tout ce dont elle a besoin dans tous les secteurs clés – à l'exception des processeurs haute performance les plus rapides, domaine dans lequel le fabricant américain NVIDIA conserve encore l'avantage. Si l'Empire du Milieu parvient également à devenir largement indépendant en matière de production énergétique, il se protégera davantage contre les risques géopolitiques. L'UE, en revanche, reste, dans un avenir prévisible, tributaire d'approvisionnements en pétrole et en gaz polluants, hors de prix et extrêmement volatils en provenance des États-Unis et des pays du Golfe, en raison de sa politique énergétique stratégiquement désordonnée. Les États-Unis, eux aussi, restent dépendants d'une source d'énergie qui finira par s'épuiser.

Le revers du progrès

Au milieu de toutes ces évolutions positives, l'essor de la Chine présente toutefois aussi des inconvénients. La Chine est désormais une méritocratie soumise à une pression concurrentielle énorme. À Shanghai – la ville la plus chère de Chine –, un appartement coûte aujourd'hui 8 millions de yuans, soit environ un million de dollars. Même avec un salaire d'environ 2 000 dollars par mois – ce qui est très bien selon les normes chinoises –, c'est à peine abordable. Si l'on parvient à se le permettre, ce n'est, comme on dit à Shanghai, qu'en devenant un « esclave des banques » à vie. Quiconque souhaite se marier doit généralement prouver qu'il possède un appartement et une voiture. Il en résulte que de nombreux Chinois se retrouvent pris dans une course effrénée et épuisante simplement pour fonder et subvenir aux besoins d'une famille – le mari et la femme travaillant généralement

tous les deux. Quiconque, après une longue et dure journée passée dans une usine sans fenêtres, arrive au 24^e étage de sa forteresse de béton après un trajet pouvant durer jusqu'à deux heures, parvient souvent à peine à allumer la télévision. Le « rêve chinois » peut revêtir un visage très sombre dans la réalité. À cet égard, il n'est pas différent du « rêve américain » d'antan, dont Arthur Miller a immortalisé la face cachée dès 1949 dans sa pièce « Mort d'un commis voyageur ». L'aliénation sociale et la solitude constituent un problème majeur dans la Chine d'aujourd'hui. En l'espace de quelques décennies, 75 % de la population rurale – soit environ 600 millions de personnes – s'est installée dans les villes pour travailler dans l'industrie. Si cela a permis de venir à bout de l'extrême pauvreté, cela a simultanément brisé le réseau de relations de voisinage qui existait au sein des villages. Un habitant de Shanghai a raconté avec nostalgie que, dans la lointaine Chengdu, dans la province du Sichuan, on peut encore parfois voir des gens jouer aux cartes dans la rue – un phénomène qui a largement disparu sur la côte est. Les relations sociales ont été remplacées par le consumérisme – ou simplement par le rêve de celui-ci. La célèbre artère commerçante de Shanghai, Nanjing Road, dépasse sans doute par son ampleur la plupart de ce que nous connaissons en Occident, et ne manque de rien, de Prada à Gucci. Pourtant, seule une classe aisée relativement restreinte peut se le permettre.

(A suivre)

MAURITANIE
Ouverture d'un atelier de validation du Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Nouadhibou

La ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, Mme Naha Hamdi Mouknass a présidé ce lundi à Nouadhibou la cérémonie d'ouverture d'un atelier consacré à la validation du Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la ville de Nouadhibou, ainsi qu'au lancement du processus de validation des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme des villes d'Atar, de Zouérate, de Kaédi et de Sélibaby. Cet atelier s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le ministère pour renforcer la planification urbaine et l'organisation de l'espace de manière à accompagner les exigences de développement et à répondre aux mutations rapides que connaissent les villes mauritaniennes, tout en tenant compte des dimensions économiques, sociales et environnementales. Dans le discours qu'elle a prononcé à cette occasion, la ministre a déclaré que le développement urbain constitue l'une des priorités du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, et représente un axe majeur de son programme électoral « Mon ambition pour la patrie », qui vise à bâtir des villes offrant une forte attractivité pour les investissements et dotées d'une capacité de résilience, garantissant aux citoyens un cadre de vie décent, un accès équitable aux services essentiels et un environnement urbain répondant aux exigences du développement durable et conforme aux principes de la planification urbaine moderne

R I.

ÉGYPTE

Le chinois Jasan Group lance un projet textile de 117 millions \$

La filière textile égyptienne attire de nouveaux investissements étrangers, alors que le pays cherche à accroître ses exportations dans ce secteur. Le projet de Jasan Group entend créer 6000 emplois directs et destiner 90 % de sa production aux marchés internationaux.

Le groupe chinois Jasan Group investira 117 millions \$ dans un complexe industriel dédié au textile et à l'habillement dans la zone industrielle de Qantara Ouest, située dans la Zone économique du canal de Suez (SCZONE). L'information a été annoncée dans un communiqué publié lundi 10 août 2026 par l'Autorité de la zone. La première pierre du projet a été posée. Le complexe s'étendra sur 300 000 m² et sera réalisé en trois phases. Il comprendra des unités de filature, de tissage et de confection de vêtements, notamment de vêtements de sport, ainsi que des unités de fabrication de chaussettes et d'accessoires et de teinture. Selon l'Autorité, cet investissement constitue « une nouvelle étape importante dans

l'attraction d'investissements industriels internationaux » et renforce la position de la zone industrielle de Qantara Ouest comme pôle spécialisé dans les secteurs de la filature, du textile et du prêt-à-porter. À terme, le complexe devrait créer environ 6000 emplois directs. 90 % de sa production seront destinés aux marchés internationaux, ce qui en fait un projet largement tourné vers l'exportation.

Des investissements étrangers dans le textile

Le projet intervient alors que plusieurs investisseurs étrangers renforcent leur présence dans la filière textile égyptienne, notamment chinois et turcs. Le 27 avril, la SCZONE avait annoncé la signature d'un

accord de 8 millions \$ avec les entreprises turques Dinamik Raus Tekstil et YILTEM Appareil pour la construction d'une usine de confection dans la même zone industrielle.

Le gouvernement égyptien cherche par ailleurs à accroître la contribution du secteur textile aux exportations. Le Conseil des exportations de vêtements table sur 4,4 milliards \$ d'exportations en 2026, principalement grâce au prêt-à-porter, avec un objectif de 11,5 milliards \$ par an à l'horizon 2030.

Ce montant représenterait plus de quatre fois la valeur des exportations du secteur enregistrée en 2024, estimée à 2,8 milliards \$.

R I.

ENERGIE

Le pétrole irakien pourrait repasser par le Liban

Le gouvernement libanais prépare le retour du pétrole irakien sur son territoire, plusieurs décennies après l'arrêt du corridor qui faisait de Tripoli l'un des débouchés méditerranéens du brut de Kirkouk. Lundi 10 août 2026, le premier ministre Nawaf Salam a réuni les ministres et responsables directement concernés pour préparer le transit de pétrole brut et de produits pétroliers irakiens par le Liban. Dans une première phase, Beyrouth doit servir de centre de stockage et de réexportation. Le gouvernement travaille déjà sur

la réhabilitation des routes nécessaires au passage des camions-citernes, le renforcement des postes-frontières, l'organisation du trafic et la remise à niveau des installations de stockage. Le projet reste toutefois à préciser sur trois points essentiels : aucun volume, aucune date de démarrage et aucun revenu attendu pour le Liban n'ont encore été annoncés. Son intérêt est néanmoins stratégique : l'Irak cherche à diversifier ses routes d'exportation vers la Méditerranée, tandis que le Liban tente de remettre Tripoli

et ses installations pétrolières au centre des échanges énergétiques entre l'Irak, la Syrie et les marchés méditerranéens. Voir plus Informations locales pétroliers Histoire La réunion présidée par Nawaf Salam confirme que le dossier est entré dans sa phase technique. Le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Joe Saddi, le ministre de l'Intérieur et des Municipalités, Ahmad Hajjar, et le ministre des Travaux publics et des Transports, Fayez Rasamny, y ont participé. Étaient également présents le directeur général de la

Sûreté générale, Hassan Choucair, le président du Conseil supérieur des douanes, Mesbah Khalil, et la directrice générale des douanes, Gracia Kazzi. Cette composition indique clairement les priorités. Le pétrole devra franchir la frontière, être contrôlé par les douanes, circuler sur le réseau routier, rejoindre des réservoirs puis être réexporté. Le gouvernement doit donc coordonner plusieurs administrations qui fonctionnent habituellement séparément.

Agence

GABÈS TUNISIE La ville face à la pollution

Le député à l'Assemblée des représentants du peuple pour le gouvernement de Gabès, Thamer Mazhoud, a estimé, dans une déclaration accordée à Tunisie Numérique, que la situation environnementale dans la région nécessite désormais des décisions immédiates et urgentes, accompagnées d'une feuille de route claire définissant les mesures à prendre à court, moyen et long terme. Selon le député, les attentes des habitants de Gabès à l'occasion de la visite du président de la République, Kaïs Saïed, dans la région, lundi 10 août 2026, étaient plus importantes que les mesures annoncées dans le communiqué de la présidence de la République. Thamer Mazhoud a indiqué que les habitants de Gabès ont de nouveau réclamé le démantèlement des unités polluantes, une revendication qu'ils considèrent comme fondamentale et légitime après plusieurs décennies marquées par les conséquences de la pollution industrielle.

Le député estime que ce dossier nécessite désormais une décision politique claire, capable de répondre aux attentes de la population locale et d'apporter une solution durable aux problèmes environnementaux dont souffre le gouvernement. Il a souligné que les réponses apportées ne devraient pas se limiter à des mesures ponctuelles ou temporaires, appelant à privilégier une approche globale permettant de traiter définitivement le dossier environnemental de Gabès.

Un appel à la création d'un hôpital universitaire moderne

Sur le volet sanitaire, Thamer Mazhoud a également insisté sur la nécessité de doter le gouvernement de Gabès d'une infrastructure de santé moderne, notamment à travers la création d'un hôpital universitaire capable de répondre aux besoins de la population. Selon lui, ce projet revêt une importance particulière compte tenu des

conséquences sanitaires et des maladies qu'il associe aux émissions provenant du Groupe chimique tunisien. Le député considère ainsi que l'amélioration des infrastructures sanitaires doit faire partie intégrante des solutions envisagées pour accompagner le traitement du dossier environnemental. Après plusieurs années de mobilisations et de revendications liées à la pollution, les habitants de Gabès attendent désormais, selon Thamer Mazhoud, des décisions concrètes et effectives susceptibles d'avoir un impact direct sur leur quotidien. Le député estime que la réaction de la présidence de la République aurait dû, à ses yeux, être plus forte que les éléments annoncés dans le communiqué publié à l'issue de la visite présidentielle. Il a ajouté que les habitants souhaitent voir des mesures capables de modifier concrètement la situation dans la région, notamment à travers l'élimination des sources de pollution et la garantie

du droit de la population à vivre dans un environnement sain.

Les prochains jours permettront d'évaluer l'application des décisions

Thamer Mazhoud estime que les prochains jours permettront de vérifier sur le terrain dans quelle mesure les décisions relatives à l'arrêt des unités polluantes seront effectivement appliquées. Il a expliqué que leur mise en œuvre pourra être constatée directement. Selon lui, si les émissions de gaz polluants se poursuivent et si le déversement de phosphogypse dans la mer continue, cela signifiera que la situation n'a pas connu de changement concret. Le député a enfin exprimé l'espoir que la visite du président de la République à Gabès soit suivie de décisions exécutives permettant d'engager une transformation tangible dans le traitement du dossier de la pollution et d'améliorer durablement la situation sanitaire et environnementale dans la région.

ZONE CFA

La production cotonnière recule pour la deuxième année consécutive en 2025/2026

Encore largement vendu sous forme brute, le coton figure parmi les principales cultures d'exportation de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le niveau de production influence directement les volumes disponibles à l'exportation et, parallèlement, les recettes générées dans la filière.

En 2025/2026, la récolte de coton graine s'est établie à près de 1,98 million de tonnes au sein des principaux pays producteurs de la zone CFA, signant une baisse de 14,2 % par rapport à la campagne précédente (2,31 millions de tonnes). C'est ce qu'indiquent les données des interprofessions compilées par le Programme régional de production intégrée du coton en Afrique (PR-PICA) dans son dernier bulletin d'information publié en juillet 2026. Cette contre-performance marque la deuxième campagne consécutive de baisse de la production cotonnière, après le recul déjà enregistré en 2024/2025, alors que la récolte avait atteint près de 2,6 millions de tonnes en 2023/2024. Pour expliquer cette dynamique négative, le PR-PICA met en avant des conditions climatiques irrégulières qui ont affecté la majorité des pays producteurs ainsi que des difficultés spécifiques liées à la gestion des jassides, principaux ravageurs de la filière dans certains pays. « Les irrégularités pluviométriques sont la cause principale de cette baisse de production. Par ailleurs, au Mali il est noté aussi l'impact négatif des jassides sur la production », souligne l'organisation. La baisse de la production n'a toutefois pas affecté les pays de la même manière. Les hausses enregistrées dans certains bassins n'ont pas suffi à compenser le recul observé chez plusieurs grands producteurs. Le Mali enregistre par exemple la plus forte contraction, avec une production en recul de 39,5 %, à 397 540 tonnes en

2025/2026. Cette contre-performance lui fait perdre sa place de premier producteur de la zone, désormais occupée par le Bénin avec une récolte de 533 590 tonnes. La filière béninoise n'échappe cependant pas au ralentissement, avec une production en recul de 16,3 % sur un an. La Côte d'Ivoire et le Cameroun suivent la même tendance, avec des baisses de 0,4 % et 11,9 % de leur récolte, tombées à 310 407 tonnes et 250 722 tonnes respectivement.

Le Burkina Faso tire son épingle du jeu

Parmi les grands bassins de production, le Burkina Faso est la seule exception. La filière burkinabè a enregistré une croissance modeste de 7 % de sa production à 313 042 tonnes, lui permettant de dépasser le Cameroun et la Côte d'Ivoire pour s'inviter sur la troisième marche du podium derrière le Bénin et le Mali. D'un autre côté, les plus fortes croissances de récolte ont été enregistrées dans les pays qui contribuent encore le moins à la production régionale. À titre d'exemple, le Sénégal signe la progression la plus importante, avec une production en hausse de 62,2 %, à 25 166 tonnes. Le Tchad et le Togo enregistrent chacun une croissance de 30,3 %, à respectivement 75 268 et 78 706 tonnes. Ces performances mettent également en évidence des écarts importants de productivité. Avec 1 268 kg/ha, le Cameroun présente le rendement le plus élevé dans la zone CFA, devant le Sénégal (1 235 kg/ha) et la Côte d'Ivoire (1 069 kg/ha), tandis

que les pires rendements sont enregistrés au Tchad (545 kg/ha) et au Mali (745 kg/ha).

Quid des prévisions pour 2026/2027 ?

La nouvelle campagne cotonnière a déjà démarré dans les différents pays de la zone, avec les premiers semis enregistrés dès mai. Mais les producteurs abordent cette campagne dans un environnement qui reste contraignant pour les coûts de production, notamment en raison de la hausse des prix des engrais sur le marché international. Dans son rapport « Commodity Markets Outlook » publié en avril dernier, la Banque mondiale prévoit une hausse de plus de 30 % des prix mondiaux des engrais en 2026, sous l'effet des perturbations du transport maritime dans le détroit d'Ormuz, un corridor stratégique par lequel transite près d'un tiers du commerce maritime mondial de fertilisants. L'institution souligne notamment que le prix de l'urée, l'engrais azoté le plus utilisé dans le monde, pourrait progresser de près de 60 % cette année par rapport à 2025. « Nous observons cependant avec satisfaction que des États ont consenti des efforts pour apporter un appui dans la plupart des pays, ce qui permet la cession de ces engrais et l'achat du coton graine à des prix convenables », a déclaré Tete Awo-kou, président du PR-PICA, qui se veut rassurant sur la suite de la campagne cotonnière en cours.

OUGANDA

La centrale solaire Ituka commence à injecter de l'électricité sur le réseau

L'Ouganda dispose désormais d'une capacité électrique supérieure à sa demande de pointe, mais certaines régions restent confrontées à des contraintes d'approvisionnement. L'émirati AMEA Power a annoncé, le 11 août, l'énergisation de la centrale solaire Ituka de 24 MWp, construite dans le district de Madi Okollo, dans le nord-ouest de l'Ouganda. Le projet a commencé à injecter de l'électricité sur le réseau national, avant sa mise en service commerciale. La sous-station de 25 MVA associée au projet, opérant à 132/33 kV, a également été mise sous tension. La centrale doit disposer d'une capacité d'injection de 20 MWac. Sa production sera achetée par Uganda Electricity Transmission Company Limited (UETCL) dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité. Le projet intervient alors que la région du West Nile a été raccordée au réseau électrique national en août 2024 grâce à la ligne de transport Kole-Gulu-Nebbi-Arua de 132 kV. Avant cette interconnexion, la région dépendait largement de moyens de production locaux et faisait face à des déficits d'offre et à des coupures récurrentes. À l'échelle nationale, l'Ouganda comptait environ 2100 MW de capacité électrique installée fin 2025, selon l'Electricity Regulatory Authority (ERA), pour une demande de pointe d'environ 1345 MW. Le parc reste dominé par l'hydroélectricité, tandis que le solaire ne représente encore qu'une part limitée des capacités installées. L'arrivée d'Ituka renforce ainsi l'offre dans une région récemment intégrée au réseau national, et intervient également alors que l'augmentation des capacités solaires pose désormais à l'Ouganda la question de leur intégration dans un système électrique encore en construction. Agence

AFRIQUE DU SUD

Seriti et Etana illustrent la transformation en cours du marché électrique

L'Afrique du Sud continue d'ajouter de nouvelles capacités électriques renouvelables, avec une participation croissante du secteur privé. Cette dynamique traduit la transformation en cours du marché, où les producteurs indépendants et les négociants prennent une place de plus en plus importante. Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a officiellement lancé en juillet 2026 les opérations commerciales d'Umbila Emoyeni One, un parc éolien de 155 MW situé dans le Mpumalanga. Ce parc constitue la première phase d'un programme d'énergie renouvelable de 900 MW développé par Seriti Green dans une province historiquement dominée par le charbon. Seriti Green prévoit désormais 10

milliards de rands (environ 620 millions USD) d'investissements supplémentaires dans les prochaines phases du complexe. Le projet s'appuie aussi sur la station de transmission Vunumoya, financée et construite par Seriti Green. Cette infrastructure, dont la mise en service avait été annoncée fin 2025, doit permettre d'intégrer progressivement les 900 MW prévus par Seriti Green. Elle montre par ailleurs que l'investissement privé concerne désormais non seulement la production renouvelable, mais aussi certaines infrastructures nécessaires à son raccordement. La mise en service de cette première phase intervient alors que le renouvelable progresse considérablement dans le mix électrique sud-africain.

Selon Cyril Ramaphosa, la part des renouvelables dans la production nationale est passée de 2 % en 2016 à 6 % en 2021, puis à 9 % en 2024. Le président a indiqué que 32 GW de projets sont engagés dans le processus de raccordement au réseau d'ici 2030.

Le rôle croissant des négociants en électricité

La montée des capacités installées et des producteurs privés s'accompagne de celle des négociants en électricité. Etana Energy, déjà acheteur d'une partie de la production d'Umbila Emoyeni One, a annoncé en marge de la mise en service être l'acheteur exclusif du futur parc Umbila Emoyeni Four, d'une capacité de

187,5 MW. L'accord porte le portefeuille de capacités de production sous contrat d'Etana à plus de 750 MW, dont plus de 400 MW éoliens. L'entreprise estime en effet que les partenariats entre développeurs, traders et consommateurs permettent de débloquer de nouveaux investissements et d'élargir les options d'approvisionnement des clients. À travers le mécanisme de wheeling, ces négociants achètent l'électricité de producteurs privés pour la commercialiser ensuite auprès de différents consommateurs via le réseau national. Leur montée en puissance ajoute ainsi un nouveau maillon à un marché où le privé prend déjà davantage de place, et qu'Eskom essaye de conquérir avec le lancement récent d'Eskom Green.

POINT-MARCHÉS

L'Europe attentiste avant l'inflation américaine

Comme la veille, c'est globalement la prudence qui domine sur les places financières européennes. Outre la torpeur estivale et la vague de chaleur qui s'abat sur l'Europe et ne donne pas très envie aux investisseurs de se remuer, ces derniers attendent fébrilement les données de l'inflation américaine de juillet en début d'après-midi.

Avant ce rendez-vous d'importance, les grands indices bougent peu et évoluent en ordre dispersé. A Paris, le CAC 40 cède 0,30%, à 8 688 points, hier le principal indice français a reculé de 0,13%, mettant fin à une série de 8 hausses consécutives, série inédite depuis janvier 2025, pour un gain cumulé total de 3,78%. Sur cette période, le CAC 40 a inscrit de nouveaux plus hauts historiques en séance (8 755,03 points) et en clôture (8,726,03 points). Ailleurs, le DAX 40 à Francfort avance timidement de 0,11% ou encore le FTSE 100 à Londres qui recule de 0,12%. La tendance est donc particulièrement calme, mais pourrait s'animer peu après 14h30 et la publication des chiffres de l'emploi américain de juillet. Un léger ralentissement est attendu en rythme annuel, dans un contexte où vendredi dernier, les données sur l'emploi ont été décevantes, remettant en cause le scénario d'une hausse des taux de la Fed en septembre. Les investisseurs ont déjà pris connaissance de l'indice des prix à la consommation en Allemagne qui a augmenté

de 0,8% le mois dernier, comme prévu, portant la hausse en rythme annuel à 2,8%, conformément aux prévisions. La hausse des prix a été, sans surprise, portée par celle de l'énergie. Sur le marché des devises, l'euro est en légère baisse face au billet vert (-0,04%) et s'échange contre 1,1539 dollar.

Au Moyen-Orient...

Pas grand-chose de nouveau dans l'actualité du conflit, en tout cas aucune avancée notable dans les pourparlers n'a été annoncée. Le commandement militaire des Etats-Unis a simplement indiqué avoir tiré sur un navire battant pavillon panaméen qui tentait de violer son blocus. Du côté des matières premières, à New York, le WTI gagne 0,17%, à 83,53 dollars, et à Londres, le Brent de la mer du Nord s'apprécie de 0,48%, à 89,31 dollars.

Au niveau des sociétés...

Les publications d'entreprises se tarissent à l'approche de la mi-août, sauf en

Allemagne où quelques communiqués ont été recensés. Bilfinger abandonne 7,25% après s'être montré pessimiste sur sa marge d'Ebita 2026. Pourtant, le fournisseur de services industriels a confirmé ses objectifs annuels. De son côté, K S progresse de 1,69%, après avoir relevé ses prévisions annuels. Le groupe minier et chimique a connu un bon deuxième trimestre, notamment grâce à la dynamique des prix de la potasse et à la solidité du segment sel. TUI a suspendu son objectif de chiffre d'affaires annuel, mais a confirmé les autres. Le titre du voyageur recule de

0,61%. Schott Pharma bouge peu malgré des revenus trimestriels en hausse et la confirmation de ses prévisions sur l'ensemble de l'exercice. Dans le rouge, EON perd 1,04, en dépit d'un bénéfice net ajusté en hausse de 5% au premier semestre, à 1,923 milliard d'euros. En France, les valeurs du secteur du luxe pèsent sur la tendance après une note de Deutsche Bank qui a abaissé son objectif de cours sur Hermes (-2,10%) et LVMH (-1,76%), mais a relevé sa cible sur Kering, ce qui n'empêche par le titre de reculer de 3,10%.

BOURSE DE NEW YORK Wall Street recule avec les doutes sur un apaisement au Moyen-Orient

La Bourse de New York a fini en baisse mardi en raison des doutes croissants sur l'imminence d'un accord entre les Etats-Unis et l'Iran permettant notamment une réouverture du détroit d'Ormuz, tandis qu'Amazon et Alphabet ont aussi pesé sur la tendance. L'indice Dow Jones a cédé 0,34%, ou 184,13 points, à 53.791,85 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu 24,91 points, soit 0,32% à 7.728,20 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 159,91 points, soit 0,60% à 26.445,446 points. Le secrétaire nouvellement nommé du conseil suprême de sécurité nationale iranien, Mohsen Rezaei, proche allié du guide suprême Mojtaba Khamenei, a déclaré mardi que le détroit d'Ormuz, essentiel au commerce mondial du pétrole et du gaz, resterait fermé tant que les Etats-Unis n'accepteraient pas les conditions de l'Iran et ne changeraient pas d'attitude.

Ces déclarations ont contribué à soutenir les cours du pétrole. Le baril de Brent évolue près d'un pic d'une semaine et se rapproche des 90 dollars alors que sont attendus ces deux prochains jours aux Etats-Unis les indicateurs d'inflation sur les prix à la consommation et les prix à la production susceptibles de peser sur la prochaine décision de politique monétaire de la Réserve fédérale en septembre. Les reculs d'Amazon (-2,09%) et Alphabet (-3,84%), poids lourds de la cote, ont aussi contribué à faire baisser le S&P-500 et le Nasdaq. Les gestionnaires d'actifs ont en revanche brillé, tels Apollo Global (+6,26%) et Blackstone (+3,89%), qui font partie des institutions financières ayant récemment conclu un accord avec Nvidia (-0,02%) pour tenter de mobiliser plus de 500 milliards de dollars pour le secteur de l'intelligence artificielle.

R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 12 Août 2026 Valeur : 14 Août 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.8547	132.8697
1	EUR	EURO		153.3143	153.3449
1	GBP	POUND STERLING		179.3153	179.3840
100	JPY	JAPANESE YEN		83.4148	83.4294
1	CNY	CHINESE YUAN		19.6950	19.6990
1	CHF	SWISS FRANC		163.8765	163.9557
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.3047	95.3428
1	DKK	DANISH KRONE		20.5092	20.5141
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.9806	13.9842
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.9788	13.9830
1	AED	UAE DIRHAM		36.1726	36.1786
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.3817	35.3876
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.4697	432.6594
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.0511	45.5039
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2626	14.2642
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8184	20.9250
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3164	3.3267
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.4996	181.4996

BOURSE ZURICH

Le SMI démarre dans le rouge

La Bourse suisse a enregistré des premiers échanges négatifs mercredi, à l'image de sa clôture la veille. Les tensions au Moyen-Orient restent palpables. L'armée américaine a annoncé avoir tiré sur un navire battant pavillon du Panama qui tentait de s'approcher d'un port iranien en violation du blocus instauré par Washington. Les marchés européens ont ouvert sans tendance, Paris étant à 0,00%, Londres +0,02% et Francfort +0,20%.

"Les regards se tourneront surtout vers l'inflation américaine cet après-midi, dont la publication pourrait rapidement rebattre les cartes sur les anticipations de taux," analyse John Plassard, associé chez Cité Gestion. Concernant l'or noir, "Le Brent approche désormais les 90 dollars, la sixième hausse consécutive du baril rappelant que l'absence de percée concrète sur le détroit d'Ormuz continue d'alimenter le risque inflationniste", ajoute M. Plassard.

Vers 09h10, le Brent prenait 0,37% à 89,24 dollars le baril, et son homologue texan WTI 0,49% à 83,61 dollars le baril. A la même heure, le SMI perdait 0,25% à 14'538,70 points, le SLI 0,24% à 2331,89 points, et le SPI 0,19% à 20'472,79 points. Les trente valeurs principales optaient majoritairement pour le rouge. En tête de classement, VAT (+1,7%) devançait ABB (+1,3%) et Amrize (+0,8%). Jefferies a relevé l'objectif de cours pour le

producteur de matériaux de construction. La lanterne rouge revenait à Alcon (-1,9%), au lendemain d'une séance faste suite aux résultats intermédiaires du géant ophtalmique. Les poids lourds Nestlé, Novartis et le bon Roche reculaient de 0,3%, 0,5% et 0,8%. Sur le marché élargi, le fabricant d'ascenseurs Schindler (-0,4%) a remporté un appel d'offres pour la modernisation d'une trentaine d'ascenseurs équipant le

General Motors Building, situé au numéro 767 de la Fifth Avenue à New York. L'éditeur de logiciels bancaires Temenos (+1,5%) lance jeudi 13 août un nouveau programme de rachat d'actions, doté de 100 millions de francs suisses. L'opération pourra courir jusqu'au 26 février de l'année prochaine. Le chimiste de spécialités bâloises Clariant (+3,1%) profitait de nombreuses recommandations d'analystes.

Agence

CANADA

La sécheresse pourrait causer de nouveaux incendies, craignent les autorités

Les feux de forêt dans la province de la Colombie-Britannique, dans l'ouest du Canada, où l'état d'urgence est en vigueur, sont alimentés par des conditions "chaudes et sèches" susceptibles de provoquer de nouvelles "propagations rapides", ont déclaré mardi les autorités.

Par Rédaction Internationale

"Même avec de faibles vents, nous avons vu les incendies s'étendre significativement", a affirmé le chef des opérations contre les incendies en Colombie-Britannique, Cliff Chapman, faisant référence à des "conditions extrêmes". Alors que plus de 100 incendies sont actifs dans la province, où près de 20.000 personnes ont été évacuées, l'intensification de la sécheresse complique les opérations des pompiers qui craignent de nouveaux départs de feux causés par la foudre. "Nous ne pouvons pas nous permettre d'affronter un autre incendie", précise

Cliff Chapman. Au-delà de la saison actuelle, ces sécheresses sévères, causées notamment par un manque de précipitations printanières et estivales et un faible niveau de neige accumulé en hiver, laissent craindre des conditions déjà propices aux incendies pour l'an prochain. "Il est essentiel que nous fassions ce qui est en notre pouvoir pour conserver un niveau d'eau suffisant", a déclaré la ministre de la Gestion des eaux de la Colombie-Britannique, Randene Neill. Certaines zones, dont les lacs de la vallée viticole de l'Okanagan, enregistrent même "les niveaux d'eau les plus bas jamais relevés dans la province", a ajouté la ministre provinciale. Un vaste incendie s'est déclaré vendredi

après-midi près du lac Okanagan, à une quinzaine de kilomètres de la ville de Summerland. Une femme de 80 ans est morte durant le week-end en tentant de quitter son domicile pour échapper à l'incendie, que les pompiers tentent toujours de combattre. Les autorités de la province ont sollicité l'aide du gouvernement fédéral ainsi que de partenaires internationaux. Une centaine de pompiers du Costa Rica sont notamment attendus sur place jeudi. Le Canada, qui se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète, a déjà vu plus de 4 millions d'hectares brûler depuis le début de l'année, selon les derniers chiffres officiels du gouvernement fédéral.

APS

NORVÈGE

Le fonds souverain a gagné 160 milliards d'euros au premier semestre

Le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde, a gagné 1.753 milliards de couronnes (160 milliards d'euros) depuis le début de l'année, tiré notamment par les valeurs asiatiques de la tech, a-t-il annoncé mercredi. Ce gain, le plus important en couronnes de son histoire, correspond à un rendement de 9,4% et s'explique par un fort rebond au deuxième trimestre puisque le fonds avait perdu 116 milliards

d'euros sur les trois premiers mois de l'année. Fin juin, sa valeur atteignait la somme vertigineuse de 22.683 milliards de couronnes, soit 2.071 milliards d'euros. "Le résultat s'explique par les bonnes performances des marchés actions, en particulier des valeurs technologiques asiatiques", selon le directeur du fonds, Nicolai Tangen, cité dans un communiqué. Alimenté par les revenus pétro-

liers de l'Etat norvégien, le fonds était à la fin juin investi en actions à travers le monde à hauteur de 72,1%, en obligations (25,8%), dans l'immobilier (1,6%) et dans les projets d'énergies renouvelables non cotés (0,5%). Les placements en actions ont rapporté 13% sur le semestre. Le fonds est le plus gros investisseur unique au monde. Détenant des participations dans près de 7.100 entreprises, il contrôle en moyenne 1,5% de chaque groupe

coté sur la planète. En valeur, ses placements les plus importants sont dans Nvidia (612 milliards de couronnes), Apple (522 milliards), Alphabet (499 milliards), Microsoft (347 milliards) et TSMC (332 milliards). Les placements obligataires ont, eux, pris 0,9% sur le semestre, et l'immobilier 3%. Les investissements dans les énergies renouvelables ont en revanche affiché un rendement négatif de 0,2%.

APS

MARCHÉ HÔTELIER SUÉDOIS

Le taux d'occupation a progressé de 4 % en juillet selon Visita

Le marché hôtelier suédois a enregistré une hausse de 4 % de son taux d'occupation en juillet par rapport au même mois l'année dernière. Parallèlement, les revenus d'hébergement ont progressé d'environ 12 %. C'est ce qui ressort d'un communiqué de presse de l'organisation professionnelle Visita. « Juillet a toujours été le mois comptant le plus grand nombre de clients à l'hôtel, mais pas toujours celui générant les revenus d'héberge-

ment les plus élevés. À mesure que la Suède a renforcé sa position de destination touristique, la volonté de payer a toutefois augmenté parmi la clientèle de loisirs. Désormais, juillet et août sont donc les mois qui génèrent les revenus d'hébergement les plus importants pour les hôtels », déclare Thomas Jakobsson, économiste en chef chez Visita. L'évolution varie selon les zones géographiques. En dehors des grandes villes, le nombre de chambres d'hôtel occupées a augmenté

de près de 7 %. À Malmö, ce chiffre a reculé de 10 % pour le deuxième mois consécutif, tandis que l'occupation a progressé de 2 % à Göteborg et de 3 % à Stockholm. La hausse des revenus d'hébergement a été principalement portée par l'augmentation des prix moyens à Stockholm et Göteborg. Visita estime que cette évolution positive a probablement été tirée par l'augmentation du tourisme étranger, après que les nuitées internationales ont nettement progressé en mai et juin selon

Tillväxtverket (l'Agence suédoise pour la croissance économique et régionale). La prévision d'un taux d'occupation supérieur de 4 % pour les hôtels suédois cet été par rapport à l'été 2023 est maintenue, ce qui, selon Visita, signifie que le marché hôtelier se dirige vers un été record. Ces statistiques concernent la période du 1er au 28 juillet et reposent sur des données préliminaires de Benchmarking Alliance.

R I.

FRANCE

Le prix de référence du gaz va augmenter de 5,6 % en septembre

C'est en raison de la hausse des prix sur les marchés de gros, que la Commission de régulation de l'énergie (CRE) a annoncé que le prix de référence du gaz allait augmenter de 5,6 % au 1^{er} septembre, par rapport au mois d'août. Cela s'établira à 172,05 euros TTC du mégawattheure en moyenne. Les 6 millions de ménages français ayant souscrit une offre de fournisseur indexée sur ce prix moyen, qui varie tous les mois, vont voir leur facture augmenter. Ce qui correspond à environ 60 % des abonnés résidentiels au gaz. Quant aux autres foyers, qui ont souscrit une offre à prix fixe, ils ne sont donc pas concernés. Selon la CRE, cette hausse est « entièrement liée à l'augmentation des prix du gaz sur les marchés », et notamment par le conflit au Moyen-Orient et les difficultés autour du détroit d'Ormuz, passage clé de l'économie mondiale. Or, en ce mois d'août, les stocks de gaz sont au plus bas depuis près de 17 ans. Les réserves ne sont remplies qu'à 57 % contre 74 % d'ordinaire à cette période de l'année, selon Gas Infrastructure Europe (GIE), l'association représentant les intérêts du secteur sur le Vieux Continent.

Mauvaise nouvelle pour le portefeuille des Français

« Nous avons besoin de stockages de gaz mieux remplis et, malheureusement, nous ne sommes pas préparés pour l'hiver qui arrive », alerte Thierry Bros, professeur à Sciences Po. Ce constat fait craindre aux experts une nouvelle envolée des factures pour les ménages et un impact lourd sur l'industrie européenne, d'autant que ce dernier ne voit pas de perspective nette d'amélioration. Selon lui, le déblocage du flux de navires transportant du gaz dans le détroit d'Ormuz « prendrait beaucoup plus de temps ». Cette pénurie pourrait entraîner une situation de « sobriété énergétique contrainte, où on expliquera aux Français qu'ils devront se chauffer moins (...) et que le meilleur mégawattheure est celui que vous ne consommez pas », d'après Thierry Bros.

ARGENTINE

L'Etat met fin au «tourisme sanitaire»

Deux décrets permettent aux hôpitaux de désormais faire payer les soins non urgents aux étrangers non-résidents. Les hôpitaux du système public argentin, rompant avec une tradition de gratuité, vont commencer à faire payer les soins non urgents aux étrangers non-résidents, dans une volonté du gouvernement Milei de lutter contre ce qu'il qualifie de «tourisme sanitaire». La mesure, en réalité la mise en œuvre d'un décret de 2025, a été annoncée mardi par la présidence. Le porte-parole a assuré que les

étrangers avec un risque vital ne seront pas concernés : les «soins d'urgence ne seront pas facturés et ne devront pas être retardés».

Bas du formulaire

Continueront d'être pris en charge gratuitement et sans délai «arrêts cardiorespiratoires, infarctus, accidents vasculaires cérébraux, traumatismes graves, hémorragies massives, brûlures étendues et urgences obstétricales, pédiatriques ou néonatales», entre autres, a détaillé le ministère de la Santé dans

un communiqué. La mesure, a souligné le porte-parole, vise notamment le «tourisme sanitaire, quand des personnes viennent dans le pays, se font soigner dans un hôpital public puis retournent dans leur lieu d'origine». Il n'a pas avancé de chiffres sur l'ampleur supposée du phénomène.

Durcissement du régime migratoire

La portée de l'annonce est néanmoins relative, car dans l'Argentine fédérale, la santé relève de la compétence des provinces, hormis cer-

tains hôpitaux régionaux à gestion nationale. Certaines provinces frontalières comme Salta et Jujuy au nord, limitrophes de la Bolivie et du Paraguay, ont déjà commencé en 2024 à faire payer les soins médicaux publics aux non-résidents. La mesure s'inscrit dans un durcissement général du régime migratoire décrété en 2025 par le gouvernement ultralibéral de Javier Milei, qui portait aussi, entre autres, sur le mode d'octroi de la résidence permanente, le refus d'entrée ou l'expulsion d'étrangers condamnés. L'opposition conteste à la fois la

mesure et l'argument, y voyant une excuse pour le sous-financement de la santé publique par le gouvernement Milei. Le ministre de la Santé de la province de Buenos Aires, la plus peuplée du pays et gérée par l'opposition péroniste (centre gauche), Nicolas Kreplak, a estimé que seuls «0,4% des passages aux urgences et 0,5% des hospitalisations» concernent des étrangers non-résidents. «Le système de santé est surchargé par manque de ressources, pas à cause des étrangers», a-t-il affirmé mardi.

Agence

UN DÉSÉQUILIBRE INTENABLE

Pourquoi l'économie de l'IA marche sur la tête

Dans l'économie classique, plus une entreprise est proche du client final, plus elle est rentable. Mais dans l'intelligence artificielle (IA), c'est l'inverse qui prime. Et ce déséquilibre pourrait bien fragiliser tout l'édifice.



Centres de données, puces, réseaux électriques... Les géants de la tech s'apprêtent à dépenser plus de 650 milliards de dollars en 2026 pour bâtir l'infrastructure de l'intelligence artificielle. Une somme colossale portée par la conviction que l'IA va bouleverser l'économie mondiale. Mais cette croissance repose-t-elle vraiment sur une demande solide des utilisateurs, ou sur l'argent des investisseurs eux-mêmes ? Torsten Slok, économiste en chef et associé chez Apollo, l'un des plus grands gestionnaires d'actifs au monde, dresse un constat préoccupant.

Les investisseurs financent eux-mêmes l'écosystème

Dans un billet de blog, il a ainsi décomposé la chaîne de valeur de l'IA en quatre

maillons : les fabricants de puces et d'équipements, l'énergie et les réseaux électriques, le cloud et la puissance de calcul, puis les modèles et applications qui arrivent jusqu'à l'utilisateur final. En analysant les données financières d'entreprises comme NVIDIA, Microsoft, Amazon ou Anthropic, il a ensuite calculé la marge opérationnelle de chacun de ces maillons. Résultat, les fabricants de puces affichent une marge de 41 %, la plus élevée de la chaîne. À l'autre bout, les créateurs de modèles et d'applications, eux, perdent de l'argent, avec une marge de -59 %. Concrètement, cela signifie que NVIDIA dégage des profits confortables en vendant ses puces, pendant qu'OpenAI ou Anthropic, malgré des revenus en forte croissance, continuent de creuser leurs pertes. Car les profits générés en amont

ne viennent pas de la demande des utilisateurs finaux, mais des capitaux levés par les entreprises situées en aval, celles qui perdent de l'argent. Ce sont les investisseurs qui financent, pour l'instant, la rentabilité du haut de la chaîne.

Oracle, le cas d'école

Ce mécanisme peut fonctionner un temps, mais pas éternellement, prévient Torsten Slok. Tant que les investisseurs continuent d'apporter des capitaux, la partie la plus rentable de la chaîne reste protégée. Mais si ce financement venait à ralentir, tout serait alors fragilisé. Et des signaux de tension apparaissent déjà. Selon la Banque des règlements internationaux (BIS), les cinq plus grands hyperscalers ont émis 121 milliards de dollars de dette en 2025, soit quatre fois plus que leur moyenne annuelle sur les cinq années précédentes. Une manière de continuer à financer des investissements qui dépassent désormais leurs revenus et leur trésorerie disponible. Le cas d'Oracle est certainement le plus probant. L'entreprise affiche un flux de trésorerie négatif de 23,7 milliards de dollars, une dette de près de 130 milliards et 260 milliards d'engagements de location pour des infrastructures IA qui ne sont pas encore construites. Tout repose sur un contrat de 300 milliards de dollars signé avec OpenAI : si celle-ci parvient à honorer cet engagement, le pari sera gagnant. Dans le cas contraire, c'est toute la solidité financière de l'entreprise qui vacille. Pour l'heure, il est difficile de savoir si les usages concrets de l'IA généreront assez de revenus pour justifier des investissements aussi massifs. Et tant que la réponse n'est pas connue, l'équilibre reste, par nature, extrêmement précaire.

Intel va lever 20 milliards de dollars pour financer sa relance industrielle

Le géant américain va émettre 210,5 millions d'actions pour lever 20 milliards de dollars avec une option supplémentaire de 3 milliards accordée aux banques. Une opération appelée à renforcer son bilan et à financer notamment ses investissements industriels, alors que la demande en processeurs pour centres de données dépasse ses capacités de production. Intel profite de son retour en grâce à Wall Street pour remplir ses caisses. Le groupe américain va émettre 210,5 millions d'actions nouvelles à 95 dollars pièce, une opération de 20 milliards de dollars qui pourrait atteindre 23 milliards si les banques exercent intégralement leur option. De quoi financer la prochaine étape de sa relance industrielle, alors que la demande en processeurs pour centres de données dépasse

déjà ses capacités de production. Cette création de nouvelles actions diluera toutefois les participations existantes, ce qui a fait reculer le titre de plus de 4% ce lundi.

Des milliards pour augmenter les capacités de production

Intel Foundry a encore accusé une perte opérationnelle de 2,1 milliards de dollars au deuxième trimestre. Mais cette activité regroupe aussi les usines qui fabriquent les propres processeurs du groupe et concentre donc ses investissements les plus lourds. Intel reconnaît que la demande pour ses puces, notamment ses processeurs serveur destinés aux grands opérateurs de centres de données, dépasse actuellement ses capacités de production. Intel prévoit désormais environ



20 milliards de dollars de dépenses d'investissement en 2026, contre 18 milliards initialement, et s'attend à devoir encore augmenter la cadence en 2027. Une grande partie de cet argent doit financer de nouveaux équipements de production. Le moment est plutôt bien

choisi pour faire appel aux marchés. Depuis l'arrivée de Lip-Bu Tan à la tête du groupe, l'action Intel a été multipliée par cinq en douze mois. Une envolée qui permet aujourd'hui de lever beaucoup d'argent sans consentir une décote trop importante.

OpenAI rachète pour 7 milliards de dollars d'actions auprès de ses employés



Les salariés d'OpenAI viennent de voir des liquidités pleuvoir sur eux. La direction vient en effet de racheter des actions détenues par le staff pour plusieurs milliards de dollars. Il y a un an, OpenAI effectuait une opération qui impressionnait, avec des rachats d'actions auprès des employés, effectués pour un montant de près de 6 milliards de dollars. Et le créateur de ChatGPT va récidiver, avec une nouvelle opération du genre, mais qui s'effectue cette fois alors que la valorisation du géant de l'IA n'est déjà plus la même, et a monté en flèche.

OpenAI rachète 7 milliards \$ d'actions

Bloomberg nous apprend cette semaine qu'OpenAI a sollicité ses employés actuels ainsi que des anciens salariés, pour leur proposer de racheter les actions qu'ils détenaient dans l'entreprise présidée par Sam Altman. Au total, cette opération a constitué un rachat d'une valeur de 7 milliards de dollars. La transaction s'effectue par ailleurs au moment où OpenAI prépare le très important moment d'une entrée en Bourse, à peu près en parallèle du rival Anthropic (Claude).

L'opération valorise OpenAI à 852 milliards \$

Il faut noter que, comme l'indique Bloomberg, ce rachat a été mis en place en valorisant OpenAI à 852 milliards de dollars. Soit la valorisation déjà atteinte lors du dernier tour ayant eu lieu il y a quelques mois, et qui avait permis à l'entreprise à l'origine du boom de l'intelligence artificielle de récolter une enveloppe imposante de 122 milliards de dollars. Reste maintenant à savoir si cette opération n'est qu'un des moments de préparation pour OpenAI avant son entrée en Bourse, ou s'il ne signale pas plutôt une décélération de la trajectoire qui doit la mener à une IPO. Car comme le fait remarquer TechCrunch, du fait que les start-up de la tech mettent plus longtemps à entrer en Bourse, « les offres publiques d'achat se sont révélées être un moyen utile pour les entreprises de permettre à leurs salariés de réaliser la valeur de leur rémunération en actions sans les difficultés inhérentes à une introduction en bourse. »

En Chine, Volkswagen et Mercedes ne font plus rêver comme avant

Longtemps considérée comme l'eldorado des constructeurs allemands, la Chine est devenue leur marché le plus inquiétant. S'ils y vendent encore beaucoup de voitures, leur recul s'accélère et leur transition électrique patine. Volkswagen, Mercedes, Audi et BMW affrontent désormais des marques locales plus rapides, mieux intégrées aux usages numériques et, souvent, moins chères.

Le prestige allemand n'a pas disparu en Chine, mais il ne suffit plus à faire signer un bon de commande. Au premier semestre 2026, les livraisons du groupe Volkswagen, toutes marques confondues, ont reculé de 25,9%, à 973 000 véhicules. Mercedes a perdu 28%, à 210 200 unités, tandis que BMW et Mini ont abandonné 20,4%, avec 261 800 voitures écoulées. Le marché chinois s'est lui-même contracté d'environ 20%, mais les constructeurs allemands ne résistent guère mieux que la moyenne. Le point le plus préoccupant se trouve du côté de l'électrique. Le groupe Volkswagen n'a livré que 30 900 voitures entièrement électriques en Chine au premier semestre, soit une chute de 47,9% sur un an. Dans le même temps, la seule Xiaomi SU7 a atteint 80 496 livraisons. Les modèles, les tarifs et les catégories diffèrent, mais l'écart illustre la difficulté des marques allemandes à transformer leur poids historique en succès électrique. Une enquête de Bloomberg documente cette faiblesse. Les nouveautés allemandes ne sont pas nécessairement de mauvaises voitures, mais elles arrivent sur un marché qui accorde autant d'importance au logiciel, aux aides à la conduite et au rythme des mises à jour qu'au comportement routier ou au prestige du logo. L'Allemagne sait toujours fabriquer des automobiles. En Chine, elle doit désormais réapprendre à les rendre désirables.

Volkswagen peine à convertir ses ventes à l'électrique



Les performances varient toutefois fortement d'un modèle à l'autre. Selon les immatriculations compilées par Bloomberg, l'ID. ERA 9X réalise le meilleur score parmi les modèles électrifiés de la marque Volkswagen, avec environ 10 300 exemplaires. Commercialisé depuis le 25 avril, il a atteint ce volume en un peu plus de deux mois, ce qui constitue plutôt un démarrage encourageant. Le reste de la gamme peine davantage : l'ID.3 plafonne à 2 150 unités et l'ID.4 X à seulement 500, tandis que les ID. UNYX 06, 07 et 08 totalisent environ 7 400 immatriculations. Pour un groupe qui a longtemps dominé le pays, la chute est brutale. Le problème n'est plus de vendre des voitures en Chine, mais de convaincre un public qui attend désormais autre chose qu'un bon châssis et une finition sérieuse.

Mercedes, Audi et BMW cherchent encore la bonne formule

Chez Mercedes, la tentative de reconquête des jeunes acheteurs chinois prend parfois des chemins inattendus. À l'automne 2025, Mercedes et McDonald's China ont ainsi lancé la campagne So Mc-Benz autour de la CLA électrique et d'un hamburger à la truffe. Plusieurs voitures ont reçu une décoration spéciale, jusqu'à remplacer ponctuellement l'étoile du capot par un petit hamburger. Malgré cette opération très remarquée, la CLA électrique n'aurait totalisé que 1 153 exemplaires au premier semestre, selon les données reprises par Bloomberg. Face à elle, la Xiaomi SU7, proposée dans une gamme de prix comparable, joue dans une autre dimension avec plus de 80 000 livraisons.

Audi n'échappe pas au problème. Sa nouvelle marque « AUDI », créée spécialement pour la Chine, devait incarner un redémarrage. L'E5 Sportback, dévoilée en grande pompe à Shanghai en 2025, n'aurait pourtant pas dépassé les 5 000 exemplaires au premier semestre 2026, selon Bloomberg. BMW n'échappe pas non plus aux critiques. La face avant commune aux nouveaux X5 et iX5 a été comparée à un groin de cochon sur les réseaux sociaux chinois. Mais ses difficultés dépassent largement ce seul modèle : environ 5% seulement de ses ventes en Chine sont entièrement électriques, contre 46% pour l'ensemble du marché, selon les données de Global Mobility citées par Reuters.

Le retard se joue aussi dans le logiciel

En Chine, la valeur perçue d'une automobile repose désormais autant sur son environnement numérique que sur sa conception mécanique. Réactivité de l'interface, fréquence des mises à jour, services locaux et conduite assistée sont devenus des critères d'achat centraux. Selon Reuters, certains constructeurs chinois développent désormais leurs voitures en seulement dix-huit mois, environ deux fois plus vite que les acteurs traditionnels. Audi affirme de son côté que ses modèles conçus spécifiquement pour la Chine nécessitent deux ans de développement, un cycle présenté comme 30 à 40% plus rapide qu'en Europe. La marche à suivre pour survivre sur ce marché ?

Après 21 ans de présence, Chevrolet arrête de vendre des voitures en Chine

Ces dernières années, la situation de Chevrolet en Chine est devenue aussi catastrophique que celle de nombreux concurrents étrangers. Année après année, les ventes se sont écroulées. Alors que certains constructeurs persistent et redoublent d'efforts pour espérer redresser leurs ventes, la marque phare de General Motors jette l'éponge. Sa coentreprise locale avec SAIC continuera de produire des voitures pour l'export, mais c'en est fini du marché intérieur après 21 ans de présence.

Les temps sont durs pour les marques étrangères en Chine. Alors que les constructeurs allemands comme Volkswagen et Mercedes revoient leurs stratégies pour tenter de ne pas perdre complètement ce marché important, Chevrolet jette l'éponge. Après 21 ans et 7,5 millions de voitures vendues dans le pays, le groupe General Motors vient d'annoncer que sa marque allait arrêter de vendre des voitures dans le pays. Au vu des chiffres de ventes, on le comprend. Dans ses meilleures années, il est arrivé à Chevrolet d'écouler 760 000 voitures par an. En 2024, la marque n'a vendu que 45 497 voitures, une chute drastique ? Attention, ce n'est pas fini : en 2025, les chiffres ont atteint des va-



leurs abyssales en baissant encore de presque 80 %, avec 9 300 ventes. La marque ne se classait plus que 83e parmi l'ensemble des constructeurs en Chine. Même Jaguar, qui a fini par stopper la production de ses voitures, a réussi à faire mieux ! Avec des volumes aussi faibles, ce retrait du marché chinois ne devrait guère impacter les différentes usines de la marque. Celles en Amérique du Sud et du Nord continuent de produire pour les marchés intérieurs et l'export, tandis que l'alliance asiatique avec SAIC Motor continuera de produire des voitures en Chine, mais celles-ci deviendront uniquement destinées à l'export. Les deux entreprises ont d'ailleurs récemment signé

le renouvellement de leur accord stratégique jusqu'en 2047. Il est extrêmement rare que deux entreprises se réengagent sur une durée aussi longue, surtout dans des périodes où l'avenir de l'automobile reste flou. Les deux entités ont d'ailleurs pour projet de présenter ensemble 30 nouveaux modèles d'ici 2030, en privilégiant l'électrification chez les marques Cadillac et Buick. Un rythme intense pour GM, mais qui est tout à fait courant en Chine.

Une alliance qui permet de voir bien plus loin que la Chine

On pourrait se demander l'intérêt d'une telle montée en puissance de



l'alliance GM-SAIC alors que l'une des marques principales du groupe américain cesse de vendre des voitures en Chine. En réalité, l'objectif de ce prolongement n'a jamais été de réaliser de grands chiffres de ventes dans le pays. Les véhicules développés conjointement serviront à renforcer la présence des marques dans d'autres régions du monde, comme au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie-Pacifique ou encore dans certains pays d'Amérique du Sud. Dans cette optique, GM vante l'augmentation de 6,9 % des exportations de Chevrolet depuis la Chine au premier semestre 2026, comparé à la même période un an auparavant. Un chiffre à relativiser toutefois : malgré

cette hausse, le volume reste assez insignifiant à l'échelle des ventes mondiales de Chevrolet, avec seulement 6 930 voitures. Pour ce qui est des automobilistes chinois, ils pourront continuer de rouler avec leur Chevrolet sans trop se soucier de l'entretien ou de la distribution de pièces détachées. La marque insiste sur le fait que son réseau de garages et son service après-vente restent actifs dans le pays. Leur activité devrait être maintenue à l'identique malgré l'arrêt de la vente de voitures neuves. Un point non négligeable pour les quelque 7,5 millions de propriétaires de Chevrolet dans le pays.

Mots fléchés

MOIS LANGUE PARLÉE AU BRÉSIL		CANAL MARIN ON Y JOUE AU TENNIS		CÉLEBRES CHUTES PREMIÈRE NOTE		SERVIE AVEC LE CAFÉ FUSÉE PACIFIQUE		AVANT LE VERBE					
CONDUITE STAR DU FOOTBALL													
				AFFLUENT DU RHÔNE GENÊT ÉPINEUX				PRÉNOM ANGLAIS					
CÉLÈBRE STADE À RIO FILS DE CHEIKH													
			ÉPOUSE DE JUPITER						VOUTE GREFFE		LE MORINGUE BRÉSILIEN		PASSÉ DE MODE
SUR UNE BORNE ROYAL INTÉRIMAIRE			UN ESCALIER FACILE À MONTER		CANARD SAUVAGE BOUT DE SEIN						ARGON AU LABO QUASI- MONOPOLE		
						GROS MALAISE EXPLOSIF							
FOND DE TASSE	ERMITE AURA EN HORREUR							AVARIÉS		PRIX À GAGNER SOUS SOL			
				GRILLER									
CAPITALE DU BRÉSIL POUDRE AUX YEUX									PERÇU PAR LE BANQUIER TÉRAOCTET				
				MÉLANGENT LES COULEURS STRONTIUM						CONJON- TION CHÈRE ET TENDRE			VOISINE DE FLORENCE
PRIS LE RISQUE PETIT TOUR					VALLÉE DES PYRÉNÉES		DONNE LE CAP SOMMET PYRÉNÉEN						
		SIÉGEAI PETITE BRÈVE							MYTHIQUE GÉNISSE			MASQUE	
VILLE DU BRÉSIL STYLES				VOLUP- TUEUSE ÉCOLE DU POUVOIR									
						PRONOM PERSONNEL		CÔTÉ OBSCUR		ESPION EN JUPONS POSSESSIF			
BOUT DE NERF VILLE DU BRÉSIL			SORTIRAS DE LA MATERNITÉ								PETITE QUANTITÉ		
								GROS POISSON					

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
54 décès et 2145 blessés en une semaine

Cinquante-quatre (54) personnes ont trouvé la mort et 2145 autres ont été blessées dans 1667 accidents de la route survenus du 2 au 8 août à travers le territoire national, indique mercredi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Constantine avec 6 morts et 84 blessés dans 46 accidents, précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 7781 interventions ayant permis de sauver 5641 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 1794 autres et d'évacuer 344 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant, toutefois, le décès par noyade en mer de 10 personnes.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Jeudi 13 août 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



PÉTROLE

L'AIE abaisse ses prévisions de demande mondiale pour 2026

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a indiqué mercredi revoir en baisse sa prévision de la demande mondiale de pétrole en 2026, dans le sillage du conflit au Moyen-Orient et de la flambée des prix des hydrocarbures. L'Agence de l'énergie de l'OCDE table désormais sur une baisse de 1,6 million de barils par jour sur un an, alors qu'elle anticipait un recul de 1 mb/j dans sa précédente estimation en juillet. La consommation mondiale pétrolière s'établirait en 2026 à 103,29 mb/j, contre 103,46 mb/j estimée le mois dernier. "La fermeture prolongée du détroit d'Ormuz et la hausse des prix des carburants continuent de peser sur

la consommation de pétrole", a souligné l'AIE dans son rapport qui révisé chaque mois ses prévisions sur les marchés pétroliers en fonction de la conjoncture. L'AIE envisage toutefois une amélioration progressive: après une contraction de 4,9 mb/j au 2e trimestre et de 2,8 mb/j au 3e trimestre, elle devrait retrouver une croissance de 0,58 mb/j au tout dernier trimestre. L'offre mondiale reste elle toujours pénalisée par la fermeture persistante du détroit d'Ormuz qui perturbe les chaînes d'approvisionnement internationales et réduisent la disponibilité des produits pétroliers. Environ 8,3 millions de barils par jour de la production du Golfe sont ainsi

toujours manquants en raison de la crise d'Ormuz, qualifiée par l'AIE de "plus grande perturbation de l'offre mondiale de pétrole jamais enregistrée". En conséquence, la pénurie de produits raffinés, notamment aggravée par les attaques ukrainiennes contre les raffineries russes, a propulsé les marges de raffinage dans le bassin Atlantique à des "niveaux record en juillet", "le diesel atteignant une valeur deux fois supérieure à celle du brut sur les marchés internationaux". La production mondiale de pétrole devrait désormais reculer en moyenne de 4,3 mb/j en 2026, à 102,02 mb/j et rebondir de 8,3 mb/j l'an prochain pour atteindre 110,3 mb/j. Selon

l'AIE, une "désescalade" dans le conflit, devrait permettre "une reprise progressive des flux dans les mois à venir" et laisser entrevoir la possibilité d'un surplus d'offre pétrolière vers le 4e trimestre 2026, qui permettrait par la suite de reconstituer les stocks de pétrole. Des perspectives d'amélioration qui restent néanmoins "fragiles". "Même si le marché devrait renouer avec un excédent vers la fin de cette année, les risques restent importants et l'urgence de rouvrir le détroit s'est accrue, les réserves de sécurité dont on disposait auparavant s'épuisant rapidement", a mis en garde l'AIE.

Agence

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

Grandeur et décadence de l'Occident :
vers un monde multipolaire

Pendant plus cinq siècles, l'Occident a dominé le monde, colonisé des continents entiers, spolié les richesses naturelles, voire même exterminer des populations et des civilisations. Pendant cette même période, il a produit des révolutions industrielles et agricoles, des avancées technologiques considérables dans tous les domaines. Il a produit aussi des révolutions dans les domaines des systèmes politiques, dans la vie des sociétés et un développement économique prodigieux, mais non sans conséquences au plan sociétal, environnemental et de l'injustice sociale y compris en son sein. La "Mondialisation" aura été la dernière manifestation de la violence de l'Occident ; aujourd'hui, elle est arrivée à sa phase ultime. De nouveaux acteurs ont émergé mais ils sont loin de constituer un bloc uni. Les concepts comme "Sud Global" "Groupe des 77" autres acronymes sont creux et ne renvoient pas à des catégories d'acteurs homogènes et actifs. La supériorité de l'Occident, encore visible, est dans sa capacité à produire des références culturelles qui créent des liens forts même entre des systèmes différents au plan économique et politique. L'Occident est d'abord défini par son référent culturel plus que par sa puissance économique. La puissance économique de la Chine ne peut avoir ni le pouvoir d'intégration des autres économies et sociétés du Sud ni la possibilité d'offrir un cadre de référence culturel et politique accepté ou acceptable par les autres, les BRICS+ n'est encore qu'un Avatar. Il reste un long chemin à parcourir. Aujourd'hui, c'est au seul plan économique que la bataille peut être gagnée par le Sud. Depuis la seconde guerre mondiale, l'économie mondiale a tourné autour d'un seul axe : USA- Europe-Japon. Cet axe bouge. Le centre de gravité se déplace vers le Sud. Ce n'est pas un effondrement de l'Occident, c'est un basculement irréversible. C'est la fin de son monopole. Allons-nous vers un autre monopole ou plutôt vers une construction moins idéologique,

moins géographique, moins politique, moins hégémonique ?

BASCULEMENT OU FIN DE MONOPOLE

Le plus parlant reste le PIB. En parité de pouvoir d'achat, les BRICS représentent aujourd'hui 38% du PIB mondial. Le G7 : 29%. En 2000, le G7 pesait encore 47%. L'écart s'est inversé en 25 ans. Côté commerce, la mutation est tout aussi nette. La Chine est devenue le premier exportateur mondial et le premier partenaire commercial de plus de 120 pays. L'Inde sera la 3ème économie mondiale en 2027 selon le FMI, déclassant l'Allemagne et le Japon. Le Vietnam, le Mexique, l'Indonésie, le Bangladesh tirent la nouvelle mondialisation des chaînes de valeur. En finance, le signal est encore plus fort. La part du dollar dans les réserves de change mondiales est tombée à 56% en 2024 contre 71% en 2000. Elle suit la même tendance comme moyen de paiement. La Nouvelle Banque de Développement des BRICS et la Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures ont décaissé plus de 120 milliards de dollars depuis 2016, sans conditionnalité de type FMI. Le basculement économique a conduit à la fin du monopole.

LES TROIS RUPTURES GÉOPOLITIQUES

Ce basculement économique s'accompagne de trois ruptures. -Première rupture : la monnaie et les paiements. L'arme des sanctions a produit l'effet inverse de celui recherché. Face aux sanctions américaines en vigueur, la Russie, l'Iran, le Venezuela (avant l'enlèvement de son président) ont déconnecté une partie de leurs échanges du système SWIFT. La Chine, l'Inde, les Émirats, l'Arabie Saoudite règlent désormais pétrole, gaz et céréales en yuans, roupies, dirhams. L'objectif n'est pas de tuer le dollar. L'objectif est de ne plus en dépendre à

100%. -Deuxième rupture : les infrastructures et la dette. Là où l'Occident propose des conférences, la Chine propose des ports, des autoroutes, des câbles. Les Nouvelles Routes de la Soie représentent 1 000 milliards de dollars d'engagements. Résultat : entre 2013 et 2023, le stock d'IDE chinois en Afrique a été multiplié par 4. L'Europe découvre qu'elle doit co-financer avec Pékin, Riyad et Abu Dhabi pour exister. -Troisième rupture : Le récit de "l'unique modèle libéral" a fait son temps, en tout cas il ne fait plus consensus. Pour la majorité du Sud, la priorité n'est pas géopolitique. Elle est alimentaire, énergétique et monétaire. D'où la doctrine du "non-alignement" : parler à tout le monde pour ne dépendre de personne. La résistance de l'Iran ou plus exactement sa résilience face à l'agression américano-sioniste a entamé sérieusement le mythe de l'invincibilité des USA. Au plan psychologique les peuples du Sud, y compris les élites inféodées au modèle libéral, commencent à croire en leur capacité à s'affranchir de l'Occident. Ce n'est pas rien.

LE SUD GLOBAL : UN ACTEUR, PAS ENCORE UN BLOC HOMOGÈNE

Le "Sud Global" n'est pas un ensemble homogène. Il n'existe pas. Il existe des stratégies sur certains sujets conjoncturels. L'Inde est dans le Quad avec les États-Unis et dans les BRICS avec la Chine. L'Arabie Saoudite vend son pétrole en dollars, investit ses pétrodollars aux États-Unis et signe des contrats de sécurité avec la Chine. Le Brésil veut des investissements européens dans l'Amazonie et des investissements chinois dans le soja. L'Afrique, elle, joue la carte des matières premières critiques. Avec 30% des réserves mondiales de minerais stratégiques, le continent devient incontournable pour la transition énergétique. D'où la ruée : Europe, Chine, États-Unis, Turquie, Émirats. La ZLECAF, la Zone de Libre-Échange Continentale, est

l'outil pour tenter de transformer sur place au lieu d'exporter des matières premières.

QUEL IMPACT POUR L'OCCIDENT

L'Occident ne disparaît pas. Il garde trois avantages structurels : l'avance technologique, la profondeur des marchés financiers, la puissance militaire et la R-D et la puissance de ses universités. Mais il perd deux choses essentielles : le pouvoir de fixer seul les règles et l'attractivité de son modèle de croissance par endettement. Mais même dans les niches qu'il conserve, l'Occident est mis sous pression par les économies d'Asie. La Russie est un cas particulier. Ses atouts sont neutralisés par ses vulnérabilités. Pour les entreprises, les conséquences sont directes. Fini le marché unique mondialisé. Place à un monde de blocs, de normes différentes, de risques de change et de risques politiques. On travaille avec plusieurs monnaies, chacune avec ses risques. Une usine ne peut plus vendre partout le même produit et avec les mêmes normes et certifications. L'approvisionnement devient le facteur clé de succès des entreprises. En effet, les matières premières le gaz, le lithium, le cobalt, le cuivre, les terres rares redeviennent des enjeux de souveraineté et de compétitivité. Les pays producteurs l'ont compris : ils conditionnent l'accès des IDE à la transformation locale. Le modèle indonésien sur le nickel est en train d'être copié pour le cobalt en RDC et le lithium au Zimbabwe. Nous n'allons pas vers un monde chinois. Nous allons vers un monde multipolaire instable : États-Unis, Chine, Union Européenne, Inde, et un Sud Global qui négocie en ordre dispersé mais qui pèse. La fragmentation sera le principal facteur d'impact des relations économiques internationales.